

Lutte à finir en Ontario

Les syndicats montent aux barricades

GÉRALD LEBLANC



Du souvent vu au Québec, mais du jamais vu en Ontario, la province de la « fade évolution », comme aimait la qualifier le suave Bill Davis!

Samedi dernier, 100 000 syndiqués ont envahi Hamilton, où les conservateurs de Mike Harris tenaient un congrès d'orientation, dans un hôtel entouré de blocs de béton et protégé par plusieurs centaines de policiers anti-émeute.

Le premier ministre invitait alors ses troupes à la réjouissance: « Les gros syndicats démontrent leur puissance et nous allons démontrer au milieu des affaires qu'ils ne nous feront pas reculer. »

Lundi, les fonctionnaires de l'Ontario déclenchaient la première grève de leur histoire, n'ayant acquis le droit de grève, encore interdit dans les hôpitaux, que sous le gouvernement de Bob Rae.

« Nous sommes déterminés et allons fermer la province » annonçait Leah Casselman, la présidente du syndicat des fonctionnaires.

« Rien ne pouvait les empêcher d'utiliser le jouet offert par les néo-démocrates, mais aucun groupe de pression, surtout pas les syndicats, nous empêchera de ramener en Ontario un climat propice aux affaires » rétorquait, par bravade, Mike Harris.

Un conflit de travail qui ressemble plutôt à un affrontement politique, inhabituel en Ontario. Même les analystes ne peuvent s'empêcher de prendre parti dans la révolution du bon sens qui est en train de transformer en profondeur le cœur du Canada, comme en témoignent deux professeurs de l'Université de Toronto.

« Ce n'est pas un conflit de travail mais une confrontation politique. Le gouvernement a décidé de remettre les syndicats à leur place et il devrait réussir, à moins de commettre des gaffes majeures, comme l'embauche provocatrice de travailleurs de remplacement », estime John Crispo, professeur de relations industrielles, favorable à la démarche du gouvernement Harris.

« Les fonctionnaires se battent pour la survie du syndicalisme et du secteur public. Nous assistons à une politisation du mouvement ouvrier, confronté à l'envers de votre révolution tranquille. Il s'agit d'une lutte pour la direction de la société ontarienne », juge plutôt John Anderson, expert proche des syndicats.

Les abattoirs et les prisons

C'est donc sur fond de confrontation politique que 54 000 des 67 000 fonctionnaires syndiqués ont débrayé cette semaine, en gardant 13 000 employés au travail pour les services essentiels. Une grève légale et la première de l'histoire pour les fonctionnaires de l'Ontario!

Tout s'est déroulé calmement, avec des inconvénients tolérables, comme l'impossibilité de renouveler permis de conduire et cartes d'assurance-maladie, sauf dans les prisons où le manque de gardiens a provoqué des émeutes et dans les abattoirs provinciaux qui ont dû fermer faute d'inspecteurs.

« C'est encore l'étape de la « drôle de guerre », où l'on attend les avions et les chars d'assaut pour y croire vraiment. Les transports en commun, les hôpitaux et les écoles fonctionnent et même les magasins vendant de l'alcool sont ouverts. On ne peut pas encore parler de crise », estime Michael Adams, président de la firme de sondage Environics de Toronto.

La menace de privatisation

Le conflit ne porte pas sur les salaires ni même sur les emplois, dont au moins 13 000 seront supprimés, mais sur les conditions de licenciement et les droits syndicaux.

Le gouvernement Harris, qui a aboli la Loi antiscab de Bob Rae, s'est aussi donné, dans son projet de loi omnibus, le pouvoir de privatiser ses services, sans obligation à l'endroit des syndiqués du secteur public.

C'est cette menace de privatisation, sans droit de succession pour les employés, qui effraie, car le gouvernement entend bien licencier, non seulement 13 000 fonctionnaires comme promis dans la « Révolution du bon sens » mais jusqu'à 27 000, en se retirant carément de certains secteurs, pour trouver les quatre milliards additionnels requis pour les baisses de 30 % de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Malgré l'opposition, même de ses alliés du monde des affaires, à ces baisses de taxe, Mike Harris vient d'annoncer qu'il remplirait, là aussi, les promesses faites avant l'élection de juin dernier.

« Je ne suis pas d'accord avec Har-



PHOTOS PC

« Nous sommes déterminés et allons fermer la province », annonçait lundi Leah Casselman, la présidente du syndicat des fonctionnaires, au moment où ceux-ci déclenchaient la première grève de leur histoire, n'ayant acquis le droit de grève que sous le gouvernement de Bob Rae.

« Rien ne pouvait les empêcher d'utiliser le jouet offert par les néo-démocrates, mais aucun groupe de pression, surtout pas les syndicats, nous empêchera de ramener en Ontario un climat propice aux affaires », rétorquait, par bravade, Mike Harris (à droite).



Il y a quelques jours le chef de police de la communauté urbaine de Toronto, Paul Walter, indiquait ne pas avoir l'intention de mettre la vie de ses hommes en danger dans les conflits de travail. Ci-dessus, un début d'incendie sur un piquet de grève de Kingston.



ris sur l'immédiate réduction de taxes, mais c'était la seule manière de faire accepter son programme d'assainissement des finances publiques par l'électorat, et il n'est pas mauvais qu'un gouvernement fasse enfin ce qu'il a promis de faire » estime le professeur Crispo.

« On pouvait atteindre la réduction

de 13 000 employés par la seule attrition durant le mandat du gouvernement Harris, mais on veut aller plus vite et plus loin pour atteindre le vrai objectif du gouvernement: réduire au minimum la taille du gouvernement, et des syndicats, afin de laisser toute la place au secteur privé » explique, se son côté, le professeur John Ander-

son.

Le test des piquets de grève

On dit que le syndicat des fonctionnaires dispose d'un bon fonds de grève, enrichi par l'aide d'autres syndicats, et la ferveur des néophytes qui font leur première grève.

ve, mais on souligne leur manque d'expérience et surtout leur fragile solidarité.

« Ceux qui prévoient une courte grève se trompent. Le gouvernement Harris est déterminé à briser les syndicats qui n'ont, de leur côté, rien à perdre. Le syndicat des fonctionnaires a le dos au mur et sait qu'il perdra bientôt le tiers de ses membres. L'Ontario compte une tradition de violence sur les piquets de grève et c'est là que se jouera le conflit », estime David Wolfe, expert des relations de travail à l'Université de Toronto.

La télé nous a montré cette semaine un petit nombre de syndiqués traversant les piquets de grève, sous les regards courroucés et les cris haineux de leurs collègues.

Plane également toujours la menace évoquée par le gouvernement de faire appel à des travailleurs de remplacement, comme le lui permet maintenant l'abrogation de la loi antiscab.

L'appui des autres syndicats sera cruciale pour les fonctionnaires. Les 15 000 syndiqués d'Hydro-Ontario ont déjà annoncé leur intention de déclencher la grève au cours des prochaines semaines.

Le professeur Wolfe souligne aussi l'engagement du syndicat des enseignants, le prochain à passer à la caisse et un des mieux organisés de la province, qui s'est manifesté en force à Hamilton, 500 des 1000 autobus et la moitié des 100 000 manifestants.

Il faudrait aussi rappeler l'avertissement de Paul Walter, le chef de police de la communauté urbaine de Toronto, qui a indiqué ne pas avoir l'intention de mettre la vie de ses hommes en danger dans les conflits de travail.

Comme pour des élections

Un conflit de travail qui prend des airs d'élections, ou l'opinion publique déterminera le vainqueur.

« Les gens ne savent qui croire. Ce conflit vient s'ajouter aux autres anxiétés, comme un malheur inévitable. À ce moment tout au moins, les gens font confiance au gouvernement et s'attendent à le voir gouverner » estime Michael Adams.

Jane Armstrong, la vice-présidente d'Environics, indique que le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement Harris, à plus de 60 % l'automne dernier, a baissé dramatiquement, surtout après l'adoption de la loi omnibus.

« Les leaders syndicaux sont très impopulaires et la confrontation devrait profiter au gouvernement, selon la sagesse populaire. Mais les choses pourraient avoir changé, car les syndicats ne parlent plus d'argent mais des dangers courus par la société ontarienne et le gouvernement Harris a été perçu comme arrogant avec sa loi omnibus » selon Mme Armstrong.

Ici encore, le paysage est embrouillé, puisque la firme Angus Reid veut dévoiler les résultats d'un sondage, effectué juste avant le déclenchement de la grève, démontrant que les conservateurs conservent l'appui de la moitié des électeurs.

Pendant que le gouvernement Harris compte sur la confrontation pour solidifier ses appuis, le mouvement syndical espère canaliser l'inquiétude engendrée par la démarche musclée des croisés du bon sens.

« À Toronto, par exemple, les gens voient les sièges sociaux des banques et autres grandes entreprises annoncer des profits records, tout en congédiant des employés et en offrant des pavés d'or à leurs dirigeants. Ce n'est plus aussi certain que la cote de Mike Harris va monter avec le soulèvement syndical » selon le professeur Anderson, montréalais vivant à Toronto depuis huit ans.

L'étincelle de Lénine

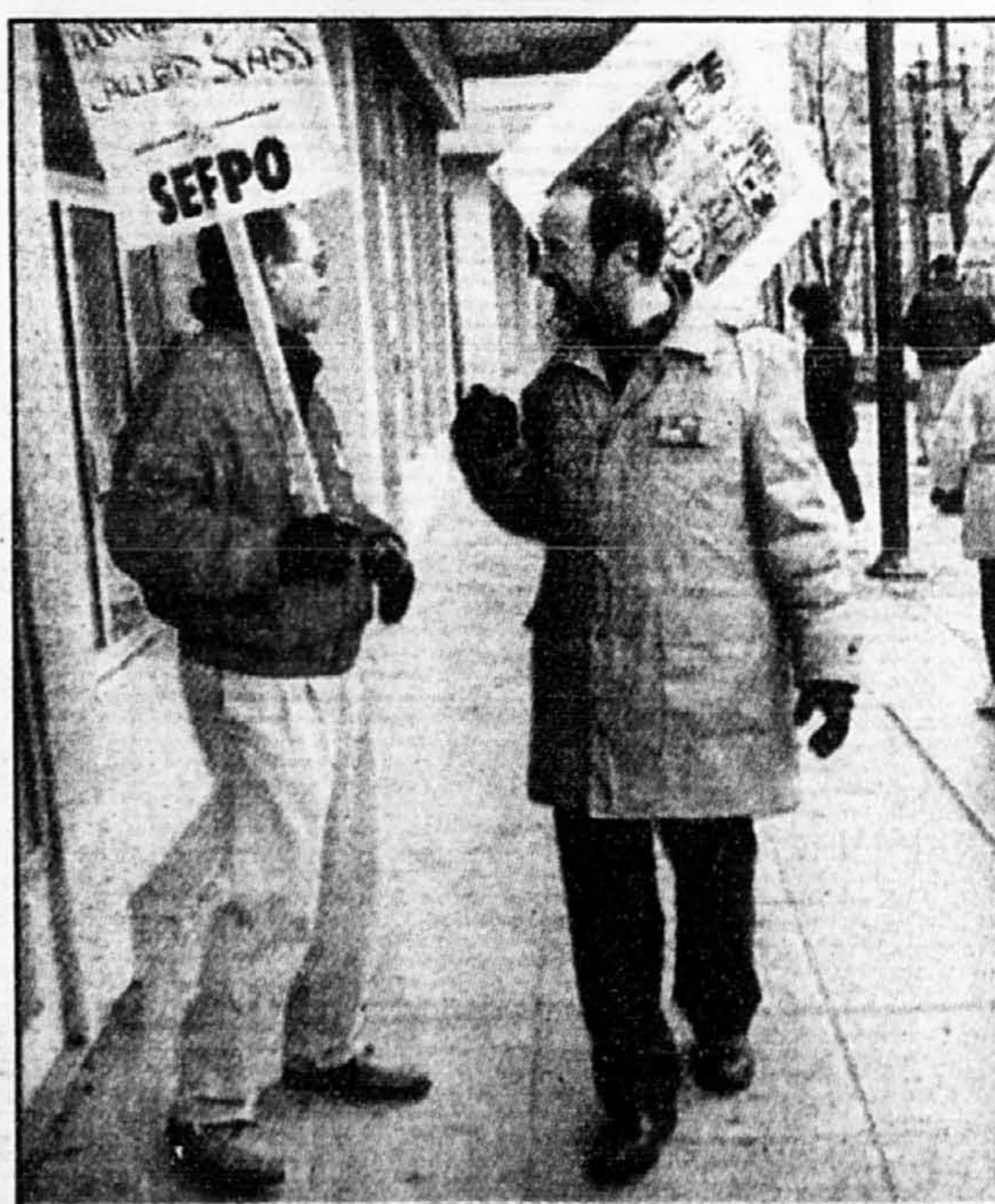
Les anciens syndicalistes doivent ruminer la théorie de l'étincelle de Lénine, en regardant évoluer la révolution ontarienne.

Dans son journal « Iskra » — l'étincelle — et dans son livre « Que faire? », le révolutionnaire russe expliquait comment il faut préparer le terrain si l'on veut provoquer l'étincelle, en sortant l'allumette au bon moment.

Réduits à l'impuissance devant le cri de ralliement de Mike Harris — l'Ontario dépense chaque heure un million de plus qu'elle ne perçoit — les syndicats ontariens, qui ont regardé passer le train politique de leurs confrères du Québec durant les années 70, ont décidé de monter au front.

On verra au cours des prochaines semaines, si leur allumette produit l'étincelle de la contre-révolution, s'ils peuvent cristalliser l'inquiétude des électeurs comme Mike Harris a su le faire avec sa révolution du bon sens.

On saura alors si le vaisseau amiral du Canada maintient le cap sur une réduction draconienne de la taille et de la place de l'État dans la marche de la société.



Pendant que le gouvernement Harris compte sur la confrontation pour solidifier ses appuis, le mouvement syndical espère canaliser l'inquiétude engendrée par la démarche musclée des croisés du bon sens. Sur notre photo, l'ancien ministre libéral du travail sous le gouvernement Peterson, Bill Wrye, aujourd'hui fonctionnaire en grève, faisant le piquet de grève. À gauche, l'actuel ministre responsable de la fonction publique, Dave Johnson.

ÉDITORIAL

La Presse

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président
et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

La lutte au déficit et l'impasse démocratique

Au moment où le ministre des Finances, Paul Martin, met la dernière touche au discours du budget qu'il présentera, mercredi prochain, son budget de l'an dernier n'a toujours pas été digéré, comme le montrent les batailles qui ébranlent le Canada d'un océan à l'autre sur la réforme de l'assurance-chômage.



Ce climat de turbulence, qui se manifeste également en Ontario, et que l'on verra peut-être au Québec dans la tourmente de l'austérité, montre que le principal défi que doivent relever les ministres des Finances, lorsqu'ils consacrent leurs énergies à la lutte au déficit, sont de nature politique. Comment rétablir les finances publiques sans provoquer une crise sociale ?

Pour éviter que les compressions disloquent la société, il faut évidemment commencer par faire preuve d'équité dans la répartition de l'effort et limiter l'impact des mesures qui changent les règles du jeu. Mais il faudra aussi modifier les paramètres du débat démocratique.

Quand il faut affronter les questions de la décroissance de l'État ou de l'austérité, la démocratie est dans un cul-de-sac, incapable de mener une réflexion équilibrée. Le débat public subit d'intenses distorsions et ne reflète pas les réalités sociales. Nos traditions démocratiques fonctionnent à merveille quand il faut faire, mais pas quand il faut défaire. Ce sont les règles du jeu de ce combat inégal qu'il faut changer.

La grève des fonctionnaires en Ontario illustre parfaitement

ce malaise. Bob Rae a été porté au pouvoir par hasard, avec 37 p. cent des voix, il y a cinq ans. Malgré la faiblesse de ce mandat, il a décidé de transformer sa province en laboratoire, avec le résultat que l'on sait. Mike Harris, vainqueur avec un score plus convaincant de 45 p. cent, s'emploie quant à lui à défaire ce qu'a légué son prédécesseur.

C'est le triomphe du deux poids, deux mesures. Sans juger de leurs politiques respectives, on peut comparer la facilité avec laquelle Bob Rae a pu détruire la santé financière de sa province et les difficultés que rencontre Harris pour réparer les dégâts. Personne ne descendait dans la rue pour empêcher les sociaux-démocrates de faire leurs folies.

Ce déséquilibre est au cœur de nos problèmes. Il tient au syndrome du pas dans ma cour et au fait que les coupures font des victimes et pas les nouveaux programmes. C'est cependant une illusion provoquée par l'endettement. Dans un environnement sans déficit, les nouveaux programmes font des victimes, ceux qui verseront plus d'impôt pour les financer. Mais avec notre culture de la dette, les victimes, qui sont les contribuables du futur, ne sont pas là pour se plaindre.

Mais, à cette illusion, s'ajoute le fait que, dans nos sociétés, rien n'empêche la création de programmes et rien ne met un frein à la croissance, tandis que de puissants outils limitent la capacité d'une collectivité de réduire les activités de l'État. Et c'est à ce déséquilibre que font face Paul Martin ou Bernard Landry.

Un déséquilibre renforcé par ce que l'on pourrait appeler la puissance de la démocratie du bruit. Les mouvements d'opposition à l'assainissement des finances publiques, en apparence massifs, représentent une minorité limitée. Rappelons qu'à

Québec, le principe de l'austérité est approuvé par les trois partis de l'Assemblée nationale et une solide majorité de la population, tandis qu'à Ottawa, la réforme de l'assurance-chômage est appuyée par des partis qui représentent les trois quarts de l'électorat.

Ce combat inégal est renforcé par une distorsion idéologique, le fait que la lutte au déficit est présentée comme une bataille entre la gauche et la droite, entre le bien et le mal. Cette dimension morale s'explique en bonne partie par le fait que, au Canada et au Québec, il existe un très large consensus sur l'importance du rôle de l'État dans l'économie et la répartition de la richesse. Ceux qui s'opposent à la lutte au déficit, le monde syndical, ce qui reste du NPD, ce qui reste du clergé et les groupes dits populaires, comme ceux dont faisait partie « l'étrangle de Hull », se sont emparés de la légitimité collective en se présentant comme les défenseurs de l'État contre les forces qui veulent sa destruction, les « néo-libéraux ».

Il faut répéter inlassablement que les efforts pour ne pas laisser l'État s'enfoncer dans l'endettement constituent la seule façon de préserver l'intégrité de l'État et la viabilité de ses programmes et d'assurer la justice inter-générationnelle. Ce n'est pas un débat gauche-droite, ou un débat pour ou contre les programmes sociaux.

Il faut surtout insister sur la très lourde responsabilité de ceux qui, par leurs « luttes », ont empêché les gouvernements de corriger le tir quand c'était encore facile et qui sont les principaux artisans du pourrissement dont nous tentons maintenant de sortir. Cette terrible culpabilité fait d'eux les vrais fossoyeurs de l'État-providence.

Alain DUBUC

Le franc-tireur

Au train où vont les choses, le maire Pierre Bourque pourra bientôt s'enorgueillir de la plus jolie collection d'ennemis sur l'île de Montréal.



Coup sur coup, il vient de se mettre à dos trois présidents d'organismes métropolitains: celui de la STCUM, Yves Ryan; celui de la Conférence des maires de banlieue, Peter Trent; sans oublier la présidente de la Communauté urbaine de Montréal, Véra Danyluk.

Dans tous les cas, ce qui a suscité la colère, c'est le mépris qu'affiche le maire pour les organismes régionaux dont sa ville fait pourtant partie. Et sa tendance à jouer le franc-tireur de la politique municipale sans se soucier le moins du monde de l'intérêt général.

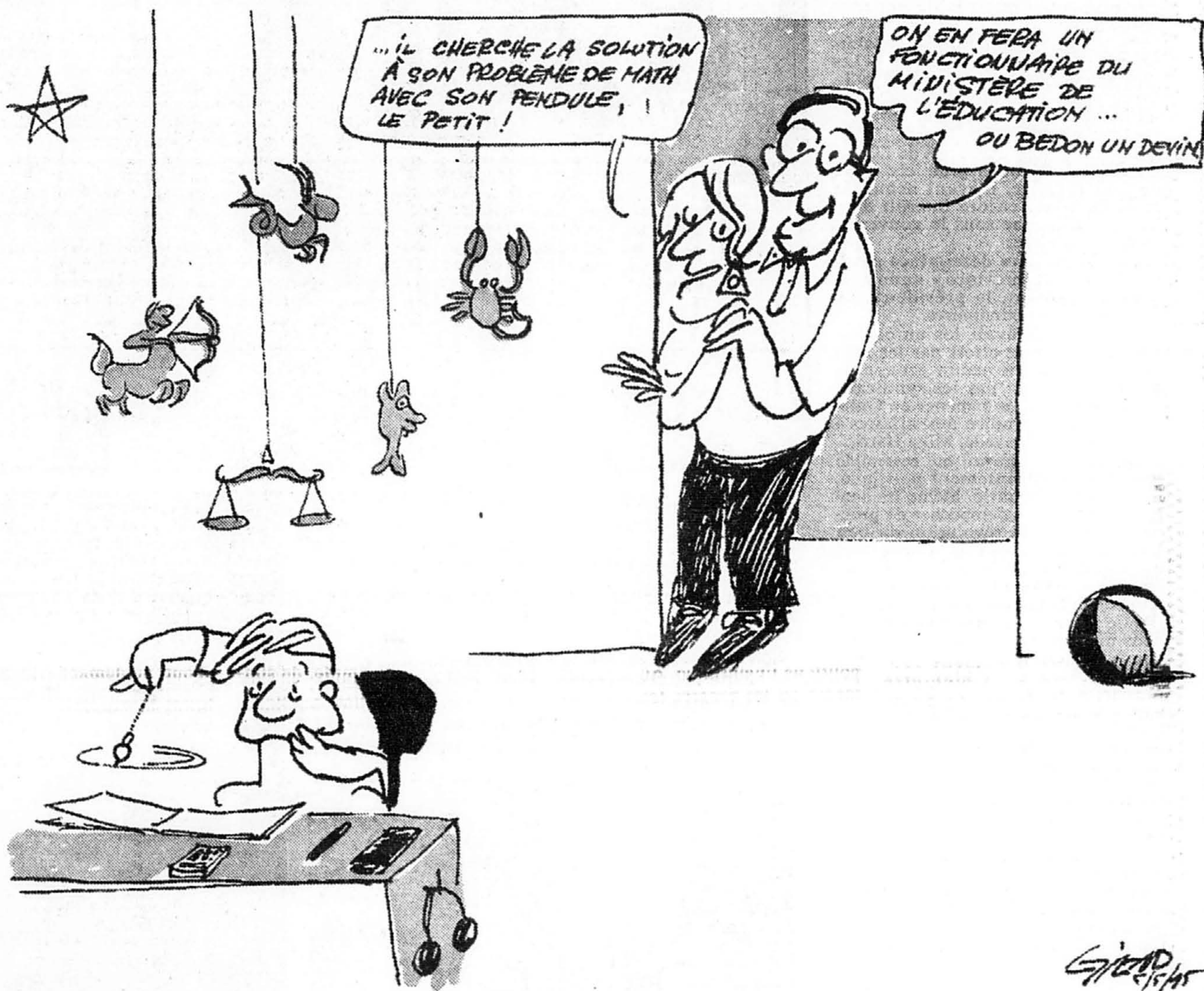
Les deux plus récents objets de litiges sont la voie réservée de l'avenue du Parc, un aménagement contesté par les commerçants du coin. M. Bourque a fait voter par le comité exécutif de la Ville une résolution réclamant l'abolition de cette voie. Il n'existe pourtant pour le moment aucun document évaluant l'impact négatif de la voie réservée. En revanche, on sait que l'achalandage sur cet axe a augmenté de 20 p. cent, depuis son implantation. C'est énorme, quand on pense que dans l'ensemble, en 1995, la clientèle de la société de transport a diminué de 1,5 p. cent.

Pour M. Bourque, il n'y a rien là: les préoccupations régionales au sujet de l'avenir du transport en commun ne l'empêchent pas d'essayer d'imposer ses propres impératifs politiques à ses collègues. Cela promet de beaux débuts à l'Agence métropolitaine de transport qui devra trancher le litige.

M. Bourque est allé encore plus loin, jouant carrément dans le dos de ses collègues, en préparant la disparition de l'Office d'expansion économique de la CUM, qu'il veut remplacer par une société mixte de sa création. La nouvelle société a déjà ses lettres patentes et son conseil d'administration provisoire. L'idée est peut-être bien géniale, quoique cela reste à démontrer. Mais M. Bourque n'est pas le roi de l'île. Il n'a pas été élu pour imposer sa volonté aux autres maires. Et en semant ainsi la zizanie, il tire dans les pieds de tout le monde.

Au-delà de ces deux exemples, ce qui inquiète le plus, ce sont les tensions et les conflits que le maire de Montréal sème autour de lui, et qui finiront par saboter tous les efforts de solidarité dont la métropole a tant besoin.

Agnès GRUDA



DROITS RÉSERVÉS

EN REPRISE

La Presse « d'aujourd'hui »... dès lundi

« Qui n'avance pas recule. » C'est une vérité de La Palice.

À l'aube de l'an 2000, les grands journaux doivent être encore plus accessibles, plus faciles à lire, plus visuels.

Un quotidien comme *La Presse*, fidèle compagnon qui, jour après jour, se retrouve au pas de la porte ou dans la boîte aux lettres des abonnés, ou encore est disponible au kiosque à journaux pour tout lecteur occasionnel qui le désire, se doit d'être convivial, invitant à parcourir.

C'est dans cet esprit que, tel qu'annoncé en première page par le président et éditeur, *La Presse* a retouché son format, sa présentation, son graphisme. Vous en verrez les résultats à compter de lundi.

Avant d'arrêter ses modifications, *La Presse* a consulté: des spécialistes, des membres du personnel du journal, des chercheurs et des sondages et, surtout, des lectrices et des lecteurs.

Tout en modernisant notre présentation pour l'adapter aux grandes tendances médiatiques actuelles, il fallait respecter un objectif majeur et incontournable: que vous retrouviez votre quotidien. Oui aux changements mais tout en évitant que *La Presse* ressemble à tout autre chose qu'à elle-même. Avons-nous réussi ce défi ?

Ce sera à vous de nous faire connaître vos réactions, à compter du 4 mars, par écrit ou en communiquant au numéro 875-2355. Il s'agit d'une boîte vocale. Vous aurez 30 secondes pour vous exprimer. Vos opinions seront précieusement recueillies et d'autres améliorations seront apportées, s'il y a lieu.

De grands quotidiens nord-américains, canadiens et québécois ont déjà modifié leur format. L'accueil a été, en général, très positif. Nous avons bénéficié de leur expérience.

C'est une tendance mondiale que de



Photo MICHEL GRAVEL, La Presse

Julien Chung, adjoint au directeur de l'information et responsable du projet de réforme graphique, Josée Dallaire, consultante en graphisme, et Claude Masson, éditeur adjoint, jettent un dernier regard aux maquettes de *La Presse* d'aujourd'hui.

réduire les formats des journaux, pour éviter de faire absorber uniquement par les lecteurs et les annonceurs l'accroissement vertigineux du coût du papier journal, mais aussi pour permettre

aux gens de mieux manier leur quotidien.

Mais, au-delà du contenant, c'est par le contenu que les lectrices et les lecteurs apprivoisent un journal et y de-

viennent fidèles si celui-ci correspond à leurs attentes. *La Presse* est une sorte de « centre d'achats d'information », c'est-à-dire qu'elle offre une telle variété d'informations, notamment par ses multiples cahiers sur les diverses facettes de l'actualité, qu'elle veut répondre à tous les publics. Elle veut en offrir pour tous les goûts.

La Presse dessert prioritairement la grande région de Montréal, qui compte près de trois millions d'habitants et qui englobe Laval, Longueuil et les municipalités de la Rive-nord et de la Rive-sud.

À compter de lundi, nous offrirons deux nouvelles pages d'information sur le « Montréal métro », dans le premier cahier. Ces pages regrouperont les principales informations de la grande région de Montréal, ainsi que des dossiers, reportages, entrevues, billets sur ce qui se vit et se passe dans la métropole, sa banlieue, ses environs. Priorité sera accordée au vécu des personnes, à la vie qui s'y déroule.

Ainsi, dès lundi, notre columnist économique Claude Picher entreprendra une série d'articles intitulée « S.O.S. Montréal ». Montréal est-elle une métropole en péril ou en expansion ? Quelle est son avenir ? Claude Picher a enquêté durant trois semaines sur le sujet. Il a interrogé une vingtaine de leaders montréalais. C'est une série à ne pas manquer.

Débutant également lundi, un reportage photographique intitulé « Vu à Montréal » et qui nous présentera, chaque semaine, un fait montréalais en photos.

Dans les pages des arts et spectacles, à la veille de la fermeture du Forum de Montréal, nos journalistes vous présenteront une série intitulée « Nos meilleures soirées au Forum », soirées artistiques et culturelles évidemment. Notre chroniqueur musical Claude Gingras nous rappellera le grand spectacle offert par Maria Callas en... 1958.

La priorité à Montréal n'exclut évidemment pas une attention toujours plus soutenue à l'égard de ce qui se passe au Québec, au Canada et dans le monde.

Ainsi, lundi, vous pourrez lire le premier article de notre envoyé spécial au Grand Prix automobile d'Australie. À une semaine du Grand Prix auquel prendra part le Québécois Jacques Villeneuve, Michel Marois nous fera part de ses premières constatations en direct de Melbourne.

Également lundi, notre envoyé spécial en Espagne, Gilles Toupin, nous rendra compte des résultats et des conséquences des élections générales de dimanche dans ce pays d'Europe.

Tout au long des semaines à venir, *La Presse* vous offrira d'autres nouveautés. Dès samedi prochain, le 9 mars, nous vous présenterons un nouveau cahier intitulé « Sous mon toit ». Il y sera question de construction, de rénovation, de décoration, de design. En fait, tout ce qui se rapporte à la maison, tant son intérieur que son extérieur. La journaliste Danièle Bonneau en aura la responsabilité, sous la supervision de M. Guy Pinard.

Et bien d'autres choses sont à venir. Vous avez des commentaires à formuler, des suggestions à faire, des propositions à soumettre pour que *La Presse* réponde toujours mieux à vos attentes ? Vos opinions sont les bienvenues.

Régulièrement, dans cette page, un membre de la direction de l'équipe éditoriale maintiendra le dialogue avec les lectrices et les lecteurs. Cet échange entre celles et ceux qui lisent *La Presse* et celles et ceux qui réalisent ce grand quotidien ne peut être que fructueux pour tout le monde. À samedi prochain.

Claude MASSON
Éditeur adjoint

OPINIONS

Le goût du revolver !

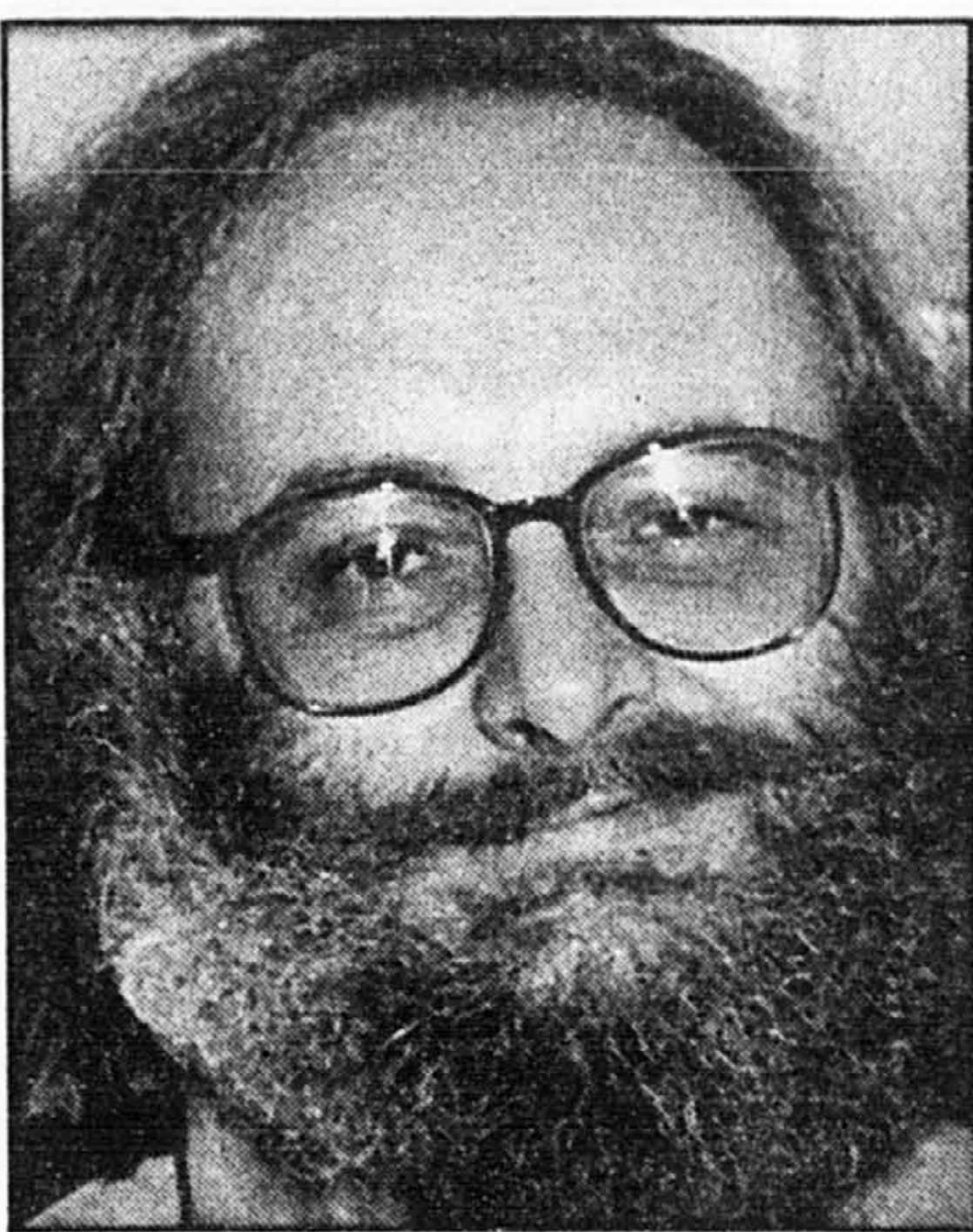
VICTOR-LÉVY BEAULIEU

L'auteur est écrivain.

Dans son premier discours en tant que premier ministre du Québec, monsieur Lucien Bouchard a beaucoup insisté sur l'importance que son gouvernement accorderait à la culture québécoise. En fait, il s'agit d'un véritable défi pour le gouvernement du Parti québécois qui, culturellement, a toujours eu des grosses bretelles mais malheureusement bien peu d'épaules pour les porter. Sinon, comment expliquerait-on cet engouement que même le gouvernement du Parti québécois a eu pour madame Liza Frulla qui, en tant que ministre libérale de la Culture, aurait accompli des prodiges ?

La vérité est toutefois moins réjouissante : toutes les fois que madame Liza Frulla s'est collatée avec ses homologues fédéraux, que ce soit pour le cinéma, l'édition ou plus généralement les communications, ce fut pour se retrouver au plancher, parfois même plutôt honteusement. Sous son ministère, aucun litige ne fut réglé entre Québec et Ottawa. Pour tout dire, la seule réalisation de madame Liza Frulla a été la création du Conseil des Arts et des Lettres du Québec, un organisme banal, hautement centralisé, bureaucratique et contrôlé par l'établissement culturel de Montréal tout en dépendant désastreusement du pouvoir politique. Pour en revenir à mon image de début, il n'y a vraiment là rien pour se péter les bretelles ! Et surtout, rien là pour que le gouvernement même du Parti québécois saute sur la moindre occasion pour louer un ministre dont les politiques furent rien de moins qu'ordinaires.

Aussi, je m'interroge sur les bonnes intentions de monsieur Lucien Bouchard. Comme intellectuel et comme praticien de la culture, je m'inquiète toujours quand un gouvernement du Parti québécois dit vouloir s'intéresser à moi. Parce qu'à part de bons mots condescendants, je n'ai jamais vu dans un gouvernement du Parti québécois l'ombre même de la queue d'une véritable politique culturelle. Comme intellectuel et comme praticien, je ne lui en demande pas autant de toute façon. Je voudrais



Victor-Lévy Beaulieu

simplement qu'il se rende compte que la culture québécoise est contrôlée par une armée de fonctionnaires qui s'appuient sur une diarrhée de règlements si contradictoires, si anachroniques et dans bien des cas si farfelus que la solution du moindre petit problème devient un gigantesque puzzle, un démentiel labyrinthe dont il est presque impossible de sortir.

Comme praticien de la culture, je dirige un petit complexe culturel aux Trois-Pistoles. Depuis presque trois ans maintenant, je suis en pourparlers avec des fonctionnaires du ministère dit de la Culture pour différents projets. J'ai passé des centaines d'heures à rédiger des rapports, à fournir des états financiers, à remplir des tas de formulaires si tarabiscotés que j'ai dû les reprendre plusieurs fois, les fonctionnaires ne s'entendant même pas entre eux quant à la façon même d'y répondre.

Comme m'a dit l'un d'eux : « Vous savez, ce qui est dans les normes à Trois-Pistoles, ne l'est plus forcément à Québec. » Et toutes les fois qu'un nouveau fonctionnaire entre dans le décor, il y arrive avec de nouveaux formulaires, une nouvelle façon de voir la multitude de règlements et un nouvel esprit quant à leur application. Le but non avoué est celui du jeu de parchési : vous faire tomber dans un piège dit administratif pour mieux vous renvoyer à la case départ. On doit espérer que vous en deviendrez si écoeuré que vous laisserez tomber votre projet. (...) Au ministère de la Culture, ce sont les fonctionnaires qui sont les poètes, ils sont formalistes, abscons mais surtout sirupeux. Et quand le gouvernement veut faire le ménage chez eux, c'est à d'autres fonctionnaires qu'il confie la tâche !

Aussi, quand on m'interpelle sur la culture maintenant, j'ai de plus en plus le goût de faire comme André Breton et, pour toute réponse, de sortir mon revolver.

Imaginez ! Pour un simple emprunt de 30 000 \$, et après six mois passés à étudier le dossier, voici ce qu'exige la Société de développement des entreprises culturelles : une assurance sur la vie de l'emprunteur, une hypothèque mobilière sur l'universalité des créances actuelles et futures de l'entreprise ; une hypothèque sur les inventaires et le consentement de la SODEC sur tous les placements, prêts, dépenses de capital ou d'immobilisation supérieures à 10 000 \$! Je doute que même les contrats secrets d'Hydro-Québec soient aussi bien libellés.

Bien plus que d'une idylle politique de la culture, c'est d'abord à l'incongruité des règlements et à la pertinence de ceux qui sont chargés de les appliquer que le gouvernement de monsieur Lucien Bouchard devrait d'abord s'attaquer. Ainsi, on rendrait peut-être davantage possible la pratique même de la culture québécoise, on ne la considérerait peut-être plus comme une mise en tutelle par l'État et ses fonctionnaires, mais comme l'expression même d'un entrepreneurship québécois compétent et efficace.

Mais le gouvernement de monsieur Lucien Bouchard osera-t-il débureaucratiser enfin la pratique de la culture québécoise avant que les fonctionnaires ne l'aient étouffée à jamais ?

Dilemmes d'un social-démocrate souverainiste



ANDRÉ PRATTE

Quiconque a rêvé d'un Québec différent, résolu ment français en même tant qu'ouvert sur le monde et tolérant, profondément soucieux du bien-être des faibles en même temps que prospère, doit aujourd'hui se rendre à l'évidence : l'évolution économique mondiale a fait de ce rêve une chimère.

A mesure que progresse la globalisation, il deviendra de plus en plus difficile pour le Québec, souverain ou pas, de rester distinct. Non seulement par sa culture, mais par sa façon de se gouverner.

Capables et disposées à déménager leurs installations et capitaux d'un pays à l'autre, les entreprises et les investisseurs d'aujourd'hui ont beau jeu. Pour assurer leur développement économique, les pays n'ont d'autre choix que de tout faire pour les séduire. Des danses à 5 \$, on passe aux danses à 10 \$.

Cette situation, inévitablement, pousse à une uniformisation des politiques fiscales, économiques et sociales. Aucun pays n'y échappe, pas plus la France que la Suède, pas plus la Chine que le Canada, et le tout petit Québec encore moins.

L'autre façon de gouverner ?

Dans notre cas, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Et ces efforts nous ont coûté cher. Tellement qu'aujourd'hui les péquistes, qui nous promettaient « une autre façon de gouverner », se rendent compte que remplir leurs engagements équivalait à lâcher la main d'un Québec qui s'enlisse déjà dans le sable mouvant.

Ainsi, la politique linguistique. Peu de gens contestent aujourd'hui son bien-fondé. Cependant, beaucoup jouent encore à l'autruche, refusant d'en admettre les coûts économiques. En faisant fuir de nombreux Québécois anglophones et allophones, elle a considérablement appauvri le Québec. Tout indique, par exemple, que cet exode a puissamment contribué à la chute du trafic aérien à Montréal. Les péquistes ont beau se scandaliser qu'un ministre fédéral le dise, cela ne change rien au fait.

Et cet impact négatif de la loi 101 se fait encore sentir aujourd'hui. Après avoir fait des pieds et des mains pour inciter de riches investisseurs d'Asie à immigrer chez nous, le gouvernement du Québec a la mauvaise surprise de constater qu'une proportion importante de ceux-ci quittent la province pour l'Ontario ou la Colombie-Britannique. Les obligations imposées par la Charte de la langue française sont un des motifs qu'ils évoquent le plus souvent. C'est le problème qu'a soulevé le maire Pierre Bourque à son

retour d'Asie, l'automne dernier. Les nationalistes se sont scandalisés de ses propos, refusant encore une fois de regarder le problème en face.

Vu de face, le voici : s'il veut conserver les anglophones et allophones - et attirer des immigrants - qui sont en mesure de contribuer à son développement, le Québec doit assouplir encore sa politique linguistique. Au moment même où les progrès faits depuis 20 ans semblent plus fragiles que jamais ! Pour quiconque s'inquiète également de la survie de la langue française et de la prospérité économique du Québec, le dilemme est inextricable.

Une société juste

« Nous sommes porteurs de valeurs de solidarité, de liberté, d'égalité, de tolérance, de pacifisme et d'ouverture sur le monde », prétendait pompeusement le manifeste du camp du OUI. Le cœur à l'ouvrage. Peut-être... Mais aujourd'hui ces valeurs sont de plus en plus difficiles à mettre en œuvre. Le « gouverner autrement » du PQ, cela devait vouloir dire, notamment, la fin des compressions sauvages des dépenses sociales. Or, que font les péquistes depuis leur arrivée au pouvoir ? Ils font ce qu'ont fait les libéraux fédéraux avant eux - après avoir eux aussi promis le contraire - : ils saignent (avec des « couteaux de boucherie », dirait M. Bouchard s'il était dans l'opposition...) dans les dépenses sociales.

Pas par plaisir, bien sûr. Parce que les créanciers du Québec ne leur donnent pas le choix. Couper dans les abris fiscaux ? Augmenter les impôts des entreprises ? Toutes

issues ? C'est ce que prétendaient les souverainistes, en octobre dernier : « Voter OUI (...), c'est retrouver notre liberté de choisir. C'est se donner le pouvoir de décider de notre avenir et de devenir enfin Maîtres chez nous. » Ceux qui ont écrit cela rêvaient en couleurs.

On peut penser que la souveraineté comporterait plusieurs avantages. Celui, par exemple, de simplifier l'administration publique. Celui, aussi, de clarifier l'image du Québec pour les étrangers qui souhaitent s'établir à Montréal. Celui, plus fondamental encore, de régler un malentendu qui embrouille depuis des décennies, et embrouillera toujours, les relations entre le Canada et le Québec. On peut donc croire - et c'est le cas de l'auteur de ces lignes - que la souveraineté est souhaitable.

Mais penser que l'indépendance du Québec lui permettrait de résoudre aisément les dilemmes dans lesquels le plonge l'évolution économique mondiale, c'est commettre une erreur fondamentale qui risque de transformer le rêve en cauchemar.

Les pressions qui s'exercent sur les finances de tous les pays de l'Occident, aujourd'hui, s'exerceraient autant, sinon davantage, sur celles d'un jeune pays souverain. On peut aussi prévoir que, dans leur léche-vitrines permanentes, les entreprises seraient encore plus capricieuses en exigeant ce que nous avons à leur offrir. D'où pressions à la baisse sur les politiques sociales et environnementales, et pressions à la baisse sur les salaires, les conditions de travail et la qualité de vie des

restes ? Aucun pays n'est indivisible : les frontières sont, purement et simplement, la résultante de la volonté et du poids économique et politique des peuples. Ceux que nous traitons aujourd'hui de crackpots pourront trouver encouragement dans l'histoire mondiale : celle-ci est pleine de cas où ces forces, aidées souvent par une cruelle dose de violence, ont abouti au démantèlement de territoires supposément indivisibles et au dessin de frontières supposément ridicules.

À court terme, la souveraineté ne pourra se faire qu'envers et contre les Québécois anglophones, allophones et Autochtones. Elle sera donc, inévitablement, victoire des uns contre les autres. Le Québec, qui a été construit autant par les autres que par les uns, et qui a désespérément besoin des autres autant que des uns, peut-il se permettre une souveraineté exclusivement francophone ?

Quiconque espère la souveraineté mais se soucie aussi du climat qui régnera au lendemain du vote, du bien-être de TOUS les Québécois, et encore une fois de la prospérité, se retrouve devant un autre troublant dilemme.

Le Québec sortirait en lambeaux d'une souveraineté ratée.

Un fol espoir !

Peut-être, peut-être le Québec pourrait-il défaire ces noeuds gordiens. Mais il faudrait une volonté puissante, un effort colossal de tous et de chacun.

Peut-être, par exemple, la politique linguistique pourrait-elle être à nouveau assouplie si, pour faire contrepoids, chaque Québécois - les membres du Conseil du patronat autant que ceux de la Société Saint-Jean-Baptiste - s'engageait à la défendre partout et constamment. Non seulement

à assurer sa prépondérance, mais surtout à combattre pour sa qualité.

Peut-être, autre exemple, l'impact des compressions budgétaires pourrait-il être amorti si chaque Québécois s'engageait à aider les plus faibles à sa manière, et si chaque travailleur du secteur public - des sous-ministres aux médecins en passant par les secrétaires - se dévouait pour la population québécoise au lieu de passer son temps à regarder ses graphiques, sa BMW... ou l'heure.

Peut-être la souveraineté créerait-elle des circonstances favorables à un tel sursaut d'énergie. Mais à l'heure actuelle, nous l'avons vu, les risques sont immenses que ce sursaut ne soit englouti par de laides querelles.

Et même si nous avions tous « le cœur à l'ouvrage », serions-nous assez forts ?

Et à quoi bon rêver ? Sauf circonstances absolument exceptionnelles, de tels efforts collectifs ne sont pas dans la nature de l'Homme. Ni même, n'en déplaise aux poètes du comité du OUI, dans la nature du Québécois.

Le contexte actuel rend « L'autre façon de gouverner » plus utopique et la souveraineté plus périlleuse que jamais

ces avenues, qui de toute façon ne suffiraient pas à rétablir la situation financière du gouvernement, auraient pour effet de nous rendre moins attirants aux yeux de ceux que nous devons séduire.

En somme, le Québec se retrouve dans la même situation que beaucoup de ses citoyens. Combien de Québécois sont forcés d'accepter une détérioration de leurs conditions de travail pour sauvegarder leur emploi ? Dans un marché du travail où l'offre dépasse de loin la demande, les employeurs ont l'embaras du choix... et les employés doivent plier l'échine.

De même, dans l'univers du libre-échange mondial, les pays sont impuissants. Celui qui se révolterait, à coups de lois et de politiques sociales, condamnerait son peuple à la misère.

Pour quiconque se soucie à la fois de croissance et de justice sociale, voici un autre dilemme impossible à résoudre.

Tout devient possible ?

Le Québec se retrouve donc aujourd'hui dans un cul-de-sac. La souveraineté constitue-t-elle une

LYSIANE GAGNON



Le fauteuil rouge

La photo a fait le tour des journaux depuis le jour de l'assermentation du cabinet Bouchard.

Le nouveau premier ministre, assis dans le fauteuil de velours rouge, observe pensivement le déroulement de la cérémonie, le menton reposant sur sa main droite. Il jauge l'avenir, dubitatif et interrogateur.

C'est Hamlet se demandant s'il réussira la quadrature du cercle, partagé entre le désir de rester l'homme-aimé-de-tous et la nécessité de redresser les finances publiques, partagé entre l'aile gauche et l'aile droite de son parti, partagé entre ses amis des centrales syndicales et la pression de l'opinion publique, partagé entre ses pulsions nationalistes et la nécessité de rétablir l'économie malade du Québec...

Notre Hamlet québécois, épargné par les dieux, n'a pas à affronter le dramatique destin de celui de Shakespeare. Il n'a pas à choisir entre être et ne pas être, mais plutôt entre faire et ne pas faire ; qui, quoi sacrifier ; qui, quoi privilégier.

Ce que la photo ne décrit pas - car il est assez rare que les photos valent mille mots - c'est ce qui est autour du fauteuil à velours grenat du Salon rouge de l'Assemblée nationale.

Or, ce qui est autour du nouveau premier ministre, c'est un paysage qui a radicalement changé depuis le jour où Lucien Bouchard a quitté le confort d'Ottawa pour la tourmente de Québec.

Non pas que le parlement fédéral eût été un champ de délices. Mais il y bénéficiait de la liberté qui vient avec l'irresponsabilité. Étant chef d'un parti par définition exclu du pouvoir, il pouvait jouir des privilèges de l'opposition perpétuelle - un statut qui lui assurait de ne jamais avoir à rendre compte de ses promesses ni de ses emportements, et qui lui offrait la garantie de la popularité éternelle.

N'avoir jamais à décider, à choisir, à trancher, pouvoir être tout à tous, ne véhiculer que les idées populaires, dénoncer les projets impopulaires...

Ce bon temps est fini. Ne le plaignons pas, c'est lui qui l'a voulu ainsi.

Le voilà donc aujourd'hui obligé de faire ce qu'il dénonçait avec tant de véhémence, il n'y a pas six mois, quand c'était le fait de Paul Martin, soit le ménage des finances publiques. Le voici obligé d'emprunter à son tour, quoiqu'il entende le faire avec plus d'égards, la voie des Klein et des Harris.

M. Bouchard refuse d'augmenter le fardeau fiscal des Québécois. Que reste-t-il, alors ? Des coupures. On en fait déjà, dans les services publics, depuis assez longtemps. Celles qui viennent ne toucheront plus au gras, mais à l'os.

Cela ne se fera pas sans affrontement, et ce ne sont pas les appels à la solidarité entre Québécois, toutes classes confondues, qui y changeront quelque chose. La solidarité a bon goût tant qu'elle ne se traduit pas par un licenciement, une diminution de salaire ou une baisse de profits.

En changeant de capitale, Lucien Bouchard a aussi changé de parti. Le voilà qui vient de troquer un petit parti sans vie autonome en dehors de sa personne, pour un grand parti remuant qui a un quart de siècle d'histoire, son indépendance d'esprit et une solide tradition de confrontation avec ses dirigeants, aussi aimés soient-ils. (René Lévesque a-t-il assez pesté contre ce parti, par ailleurs véhicule obligé du pouvoir...)

Malgré les rêves de consensus qui flottent dans l'air, à la veille du Sommet tripartite - une idée empruntée au gouvernement de René Lévesque -, et avant même qu'une direction précise n'ait été annoncée, les confrontations ont déjà commencé en sourdine.

Les alliés d'hier, dans les centrales syndicales, commencent à ruer dans les brancards. L'aile gauche du parti, très présente en nombre au conseil des ministres, mais pas nécessairement là où se prendront les grandes décisions économiques, est sur le qui-vive. Les ultra-nationalistes ont réenfourché le cheval de bataille de la langue...

Pour l'instant, M. Bouchard, fort de son extraordinaire popularité, a le haut du pavé. Il a contre-dit, coup sur coup, la ministre Marois (qui voulait hausser la taxe de vente), le ministre Landry (qui déclarait irrecevable toute offre constitutionnelle qui serait en-deça d'un partenariat d'égal à égal), puis a clairement ramené les pendules à l'heure pour ce qui est de la question linguistique.

À court terme, son projet paraît clair : modération vis-à-vis du reste du Canada, rétablissement des ponts avec les anglophones et les communautés culturelles, assainissement des finances publiques, protection de certains acquis sociaux, relance de l'économie... Mais quel gouvernement n'a pas voulu « relancer l'économie » ?

Peut-être sommes-nous à la veille de découvrir le vrai visage de Lucien Bouchard, un homme qui, sous l'angle idéologique, a eu jusqu'ici un parcours fort ambigu.

Il avait plus de 20 ans quand il a découvert, à l'Université Laval, les valeurs libérales. Jusque là, à l'instar de sa famille, il rêvait le régime duplessiste.

Il a suivi Trudeau vers la fin des années 60, puis Lévesque durant les années 70, mais quand il est entré en politique active, ce fut au sein d'un parti qui avait un net préjugé envers les gens d'affaires - et M. Bouchard semblait fort à l'aise avec les politiques socio-économiques du gouvernement Mulroney.

Une fois chef du Bloc, métamorphose ! Lucien Bouchard devient le champion de la social-démocratie et le farouche gardien des programmes sociaux du Canada.

L'unique constante, dans la vie politique fluctuante de M. Bouchard, a été son ardeur nationaliste qui le porta tantôt vers l'autonomisme à la Duplessis, le *French Power* de Trudeau, le « beau risque » de Mulroney et la souveraineté-association. Sur le reste, le tableau est assez flou.

Maintenant que M. Bouchard est au pouvoir, donc forcé de choisir, on verra mieux où il loge.



Shenzhen, en Chine: la garnison de l'Armée de libération du peuple qui s'installera à Hong Kong le 1^{er} juillet 1997 a donné récemment à la presse de la colonie britannique une démonstration de son savoir-faire.

PHOTOS SOUTH CHINA MORNING POST

Des promesses en l'air?

Le passé de la Chine n'a rien de rassurant pour les habitants de Hong Kong...



ANDRÉ PRATTE

envoyé spécial de La Presse
HONG KONG

Au début de février, la Chine présentait à la presse de Hong Kong la garnison de 20 000 hommes de l'Armée de libération du peuple qui s'installera dans l'ancienne colonie britannique le 1^{er} juillet 1997, jour du retour du territoire sous la souveraineté de la mère patrie. Les soldats donnèrent une impressionnante démonstration de leur savoir-faire, escaladant un édifice de quatre étages en 12 secondes et touchant les cibles à tout coup.

Mais au-delà des prouesses, cet exercice devait rassurer les habitants de Hong Kong sur le rôle que sera appelé à jouer ce régiment d'élite. Triés sur le volet, expliqueront les dirigeants chinois, ces soldats ont appris le cantonais et l'anglais et suivi des cours pour se familiariser avec la société très occidentalisée de l'île. Surtout, insista le commandant du régiment, l'armée chinoise n'interviendra pas dans les affaires internes de Hong Kong, la responsabilité du maintien de la loi et de l'ordre étant laissée à la police locale.

Bel effort. Mais ni ces douces paroles ni les photos d'une très jolie mili-

taire publiée à la une des journaux n'ont pu effacer une image fort différente, gravée dans l'esprit des Chinois de Hong Kong depuis le 4 juin 1989: celle de soldats déchaînés chargeant les étudiants qui manifestaient paisiblement sur la place Tiananmen.

Ainsi en est-il de toutes les facettes de cet événement sans précédent que sera le passage d'un joyau du capitalisme mondial aux mains des héritiers de Mao: il y a les promesses des dirigeants chinois, généralement rassurantes; puis il y a l'histoire, généralement inquiétante.

L'expiration d'un bail

C'est en 1842 que les Britanniques, à la faveur de la Guerre de l'opium, forcent les Chinois à leur remettre, à perpétuité, l'île de Hong Kong, considérée alors comme un simple «paquet de roches». Puis en 1898, en vertu d'un autre traité imposé à un empire en déclin, la Grande-Bretagne obtient sur le continent un autre territoire devant servir de zone tampon entre la Chine et Hong Kong. Ces «Nouveaux territoires» ne sont cependant cédés que pour une

période de 99 ans.

C'est l'imminence de l'expiration de ce bail en 1997 qui pousse les Britanniques, au début des années 1980, à ouvrir des négociations avec la République populaire de Chine dans le but de clarifier le statut futur de Hong Kong. Le gouvernement de Margaret Thatcher en vient vite à la conclusion qu'il n'aura d'autre choix que de céder la colonie aux Chinois. À moins de vouloir la guerre...

Dès lors, les discussions portent sur les modalités de transition, les Anglais cherchant à rassurer les habitants de leur colonie quant à leur avenir (et à se protéger ainsi contre un exode massif de Chinois vers le Royaume-Uni...)

Le mérite de la formule de compromis revient à Deng Xiaoping, qui en 1982 propose aux Britanniques de faire de Hong Kong une Région administrative spéciale de la Chine, région qui conserverait son système capitaliste pour une période de 50 ans. «Un pays, deux systèmes», laisse tomber le leader chinois. «Nous n'enversons pas de gens de Pékin

pour gouverner Hong Kong, explique-t-il alors à un éminent représentant de l'île. Les gens de Hong Kong vont graduellement prendre leur sort en main. Votre mode de vie, votre système capitaliste, votre système d'éducation demeureront tous inchangés. Vous pourrez imprimer votre argent. Tout demeurera tel que c'est aujourd'hui.»

«Un pays, deux systèmes»: c'est le fondement de la Déclaration commune signée en 1984 par les Chinois et les Britanniques, et de la Basic Law («Loi fondamentale»), la Constitution de la nouvelle entité chinoise adoptée en 1990 par le Congrès national du peuple.

«Tout est dans la Loi!»

«C'est dans la Loi fondamentale, tout est dans la Loi!» martelait le leader syndical Cheng Yiu Tong, un allié des Chinois, à chacune des questions de *La Presse* sur les droits de la personne, la démocratie, le système économique et juridique dans le Hong Kong post-1997. «Il faut faire confiance à la Loi!»

Et de fait, tout est dans la Loi... y compris des articles qui pourraient donner lieu aux pires abus!

Au sujet de l'armée par exemple, la Loi fondamentale affirme que les forces chinoises «n'interviendront pas dans les affaires locales de la Ré-

gion»... puis ajoute que «le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong peut, quand cela est nécessaire, demander l'aide du gouvernement central pour le maintien de l'ordre». Or comme les dirigeants de la Région auront été nommés par Pékin, il ne faut pas un esprit trop cynique pour imaginer un scénario en vertu duquel le gouvernement central suggérerait fortement au gouvernement local de faire appel à lui pour mater telle ou telle manifestation!

La Loi fondamentale garantit la liberté de conscience, d'expression, de presse, de communication, de mouvement des résidents de Hong Kong. Elle les protège aussi contre toute arrestation ou détention arbitraire.

Mais la Constitution chinoise comprend des garanties similaires... Et la Loi fondamentale prend bien soin de prévoir l'adoption de lois locales contre «tout acte de trahison, sécession, sédition, ou subversion contre le gouvernement central, ou le vol de secrets d'Etat, et interdisant à toute organisation politique étrangère de mener des activités dans la Région, et interdisant à toute organisation politique de la Région d'établir des liens avec des organisations politiques étrangères.»

Et quand on sait avec quelle latitude le Parti communiste chinois interprète des termes comme «trahison» et «subversion»...



Brouillard sur
HONG KONG

Brasser la cage avant qu'il ne soit trop tard

«Si elles se sentent en sécurité, les autorités chinoises seront un peu plus souples, et nous aurons un peu plus de libertés. Mais si elles se sentent menacées, alors elles n'arrêteront devant rien, comme le massacre de la place Tiananmen l'a montré.»

Celui qui parle... est, justement, l'un des rares Chinois de Hong Kong qui parlent. C'est-à-dire l'un des rares qui osent critiquer la Chine, et exiger des négociateurs chinois et britanniques des garanties plus étanches quant à l'autonomie future du territoire.

Celui qui parle, c'est l'avocat et politicien Martin Lee, une sorte de Lucien Bouchard local. «Il dit tout haut ce que tout le monde pense», me confie une résidente. Chaque fois qu'une entente est conclue, chaque fois qu'une mesure est annoncée, Martin Lee monte aux barricades pour exiger davantage... et il reste seul. L'élite locale, soucieuse de ne pas se mettre les autorités chinoises à dos, le considère comme un «faiseur de troubles». «Ce sont des lâches-cul, résume l'homme d'affaires québécois Bernard Pouliot, qui vit à Hong Kong depuis 17 ans. Mais ils sont très heureux que Martin Lee soit là pour pousser, pour prendre les baffes!»

Le gouvernement chinois, de son côté, qualifie tout simplement Lee de «subversif». «Si l'on en croit les journaux, après les incidents de Tiananmen, Lee et ses amis ont permis à des étudiants activistes de s'enfuir de Pékin, apparemment avec l'aide du crime organisé, peut-être de la CIA. C'est illégal, aucun pays n'admettrait cela!» lance avec colère Shiu Sinpor, membre éminent du Comité préparatoire, une instance mise sur pied par Pékin pour préparer la transition.

«Combien de gens à Hong Kong désapprouveraient un tel geste? réplique simplement Martin Lee.»

Quoi qu'il en soit, cela lui a valu la haine éternelle du gouvernement chinois, qui l'a ignoré lors de la formation du Comité préparatoire bien que son Parti démocrate ait largement remporté l'an dernier les premières véritables élections législatives de l'histoire de la colonie.

«Dégoutant!»

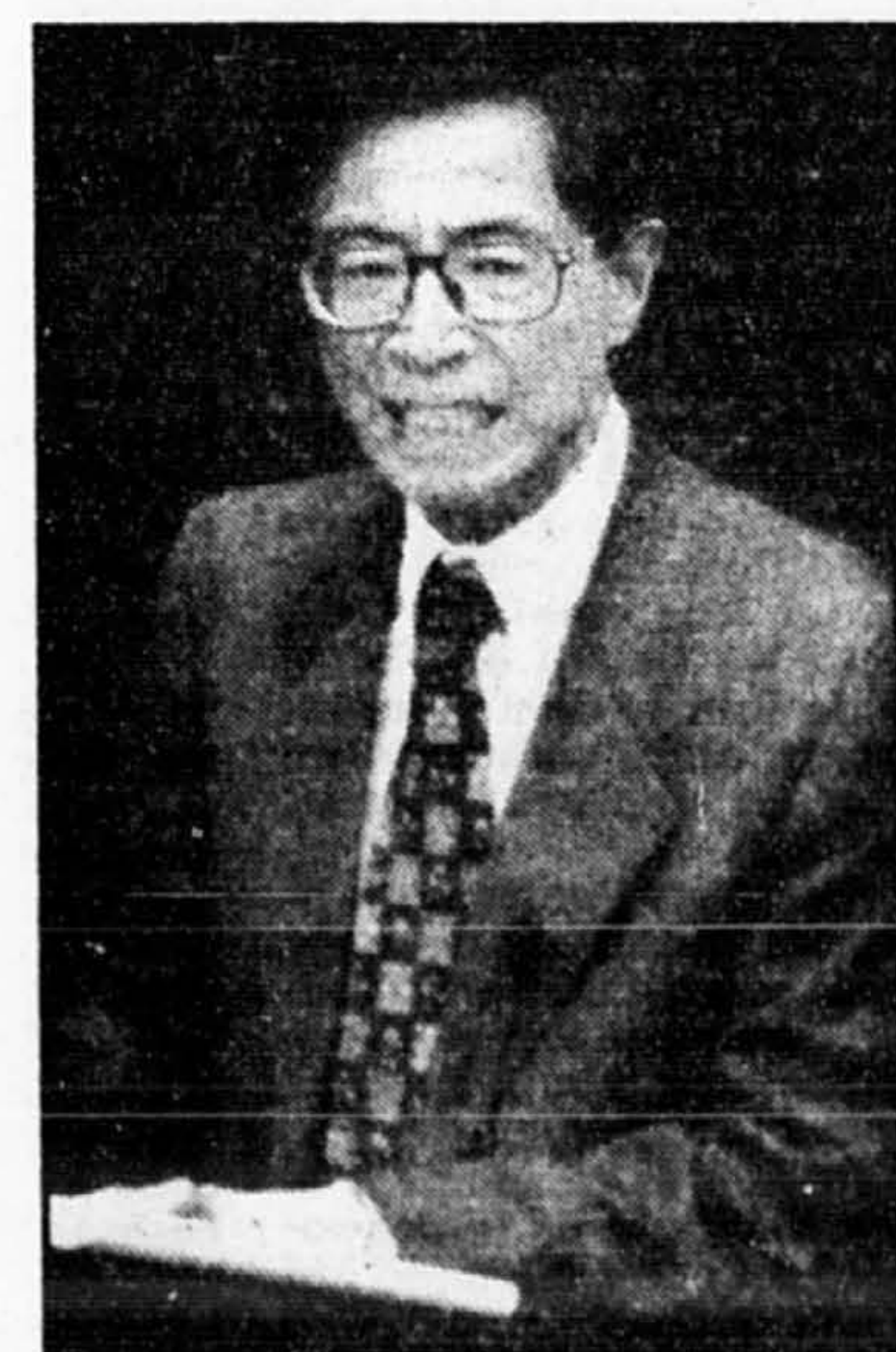
Cette omission, de toute évidence, entache gravement la représentativité du Comité. Dans un livre qui se vend comme des petits pains chauds à Hong Kong ces jours-ci, le *Hong Kong Joke Book*, on trouve la blague sui-

vante: «Combien de membres du Comité préparatoire faut-il pour changer une ampoule? Vingt-neuf: un pour engager l'électricien et 28 pour aller à Pékin demander la permission!»

Pourtant, la décision des Chinois n'a été dénoncée que du bout des lèvres par le grand journal de Hong Kong, *The South China Morning Post*. Une preuve de plus, soutiennent certains, que la censure a déjà commencé... sous sa forme la plus sordide: «Le niveau d'autocensure dans les journaux est tout simplement dégoûtant!» lance un haut-fonctionnaire britannique.

«Je dirige un journal qui veut survivre à 1997, explique candidement l'éditeur du *Post*, Jonathan Fenby. Nous tentons de voir ce qui pourrait arriver de mieux pour Hong Kong, et de tenir compte du point de vue des autorités chinoises. Monter sur les barricades et dénoncer Pékin constamment, est-ce que cela aide-rait?»

Cette attitude accommodante, c'est d'abord l'importante communauté des affaires de la colonie qui s'en fait la championne. «Une chose est sûre, souligne le comptable d'origine écossaise Brian Stevenson: le 30 juin



Martin Lee, chef du Parti démocrate, l'un des rares résidents de Hong Kong qui osent critiquer la Chine.

1997, les Britanniques s'en iront et livreront les résidents de Hong Kong aux mains de la République populaire de Chine. Personne ne sera ici pour nous aider. Alors nous sommes mieux d'apprendre à vivre avec nos futurs gouvernants.»

Parler ou se taire?

Martin Lee, de même que plusieurs Britanniques, à commencer par le dernier gouverneur de la colonie Chris Patten, estiment au contraire que les gens de Hong Kong doivent faire du bruit, se montrer exigeants plutôt que dociles, afin de soutirer aux Chinois avant 1997 toutes les concessions possibles.

«Les gens d'affaires se font des illusions, soutient Lee. J'ai beau critiquer les Chinois, je suis toujours là. Tandis que bien des hommes d'affaires ont été emprisonnés en Chine!»

«Personne ne devrait se taire, soutenait pour sa part le gouverneur Patten lors d'un récent message radiophonique. S'il y a un temps où il faut parler et dire ce que nous voulons voir arriver ici, c'est maintenant. Si nous n'élevons pas la voix, personne ne le fera à notre place.»

Mais à Hong Kong, plus personne n'écoute le gouverneur britannique...

PLUS

La démocratie, pour quoi faire ?

Pékin et les tai pan de Hong Kong s'entendent pour freiner la démocratisation de la colonie britannique

ANDRÉ PRATTE
envoyé spécial de La Presse
HONG KONG

À Washington, Ottawa, Québec, l'édifice qui abrite le Parlement national domine la ville. Pas à Hong Kong. Non, ici, le petit et vieillissant Legco Building (pour Legislative Council Building) passe inaperçu au milieu des gratte-ciels. « Les gens de Hong Kong ne s'intéressent pas à la politique, affirme le très britannique Kenneth W. Hayden Sadler, directeur adjoint de la Hong Kong Tourist Association. Tout ce qu'ils veulent, c'est s'occuper de ce à quoi ils excellent, c'est-à-dire faire de l'argent. »

Soit. Mais cela est peut-être en train de changer. L'éditeur du prestigieux *South China Morning Post*, Jonathan Fenby, raconte que la plupart des jeunes stagiaires embauchés par son journal l'été dernier voulaient couvrir la politique : « Legco ! Legco ! Ils n'avaient que ce mot-là à la bouche ! »

Il faut dire que la politique — la politique telle qu'on la connaît en Occident, avec ses partis, ses élections, ses spectacles, la démocratie parlementaire en somme — est un phénomène assez nouveau à Hong Kong. De 1842 à 1884, le gouverneur nommé par le gouvernement britannique fut le seul maître à bord, jouissant de pouvoirs extraordinaires. Il existait bien un conseil législatif, mais ses membres étaient nommés... par le gouverneur.

Ce n'est qu'une fois prise la décision de céder Hong Kong à la Chine que les Britanniques se soucierent soudainement de démocratiser leur colonie.

C'est à leur insistance que la Déclaration conjointe signée en 1984 statue qu'après 1997, le « chief executive » sera nommé par la Chine « à la suite d'élections ou de consultations tenues localement ». L'assemblée législative, elle, doit être « constituée par des élections ».

Mais, au grand dam des Chinois, les Britanniques entreprirent de tenir eux-mêmes, avant le transfert de souveraineté, des élections pour le Legco. En 1991, la colonie connut donc les premières élections législatives de son histoire, 18 des 60 sièges du Legco étant comblés par suffrage universel. En 1992, le nouveau gouverneur Chris Patten introduisit de nouvelles réformes visant à accroître la représentativité du conseil législatif. Ces réformes allaient donner le signal d'une violente guerre de mots entre Pékin et le gouverneur, celui-ci ayant droit aux qualificatifs de « clown », « prostitué » et « serpent ».

De nouvelles élections eurent tout de même lieu en septembre 1995, la totalité des sièges étant cette fois-ci comblés par une forme ou une autre d'élections. Mais, estimant que les Britanniques changeaient les règles du jeu avant le transfert de souveraineté, les Chinois annoncèrent que le 1^{er} juillet 1997, ce conseil législatif serait dissout. De quoi hausser de quelques crans l'inquiétude des citoyens de Hong Kong...

« C'est une violation de la Déclaration conjointe et de la Loi fondamentale, affirme Martin Lee, dont le Parti démocrate a remporté la majorité des sièges au Legco l'automne dernier. Ces documents prévoient un conseil législatif élu, mais les Chinois ont annoncé qu'en 1997, ils formeraient un conseil législatif provisoire. Ils ne veulent pas d'un conseil élu. Ils veulent avoir des marionnettes à la solde de Pékin. »

Un État-providence ?

Les Chinois sont confortés dans leur position par la méfiance des hommes d'affaires de Hong Kong à l'égard de la démocratie parlementaire. Eux qui étaient habitués à la sollicitude quasi exclusive du gouvernement colonial voient d'un fort mauvais oeil l'actuel Legco voter des projets de loi progressistes, tels celui qui, récemment, augmentait les com-



Lu Ping, le principal représentant de la Chine à Hong Kong : « Si Hong Kong devenait une ville politique, elle aurait une valeur négative plutôt que positive pour la Chine. Ce serait désastreux pour Hong Kong. »

pensations versées aux ouvriers mis à pied.

« Le principal obstacle à une démocratisation plus rapide ne vient pas de Pékin mais du milieu des affaires,

affirme Shiu Sin-por, directeur d'un institut de recherches proche des autorités chinoises. Ils ont l'impression de perdre le contrôle, que le conseil législatif est en train de mettre sur pied un État-providence ! Le

gouvernement chinois ne peut se permettre d'insécuriser ces gens-là, qui sont tellement importants pour la prospérité de Hong Kong ! »

« Hong Kong a fonctionné très efficacement sans être une démocratie, souligne le comptable Brian Stevenson, associé principal du cabinet Ernst & Young à Hong Kong. J'ai la liberté de parole, je peux aller où je veux... Or, quand je vois les politiciens se disputer pour rien au Royaume-Uni et aux États-Unis, je me dis qu'il y a peut-être des avantages au système politique qui était en vigueur jusqu'ici... »

Les propos du principal représentant chinois à Hong Kong, Lu Ping, ressemblent d'ailleurs de façon troublante à ceux qu'on entend dans le milieu des affaires : « La valeur de Hong Kong pour la Chine est et sera économique. Hong Kong a toujours été une ville économique, jamais une ville politique. Il y a des gens qui croient qu'ils peuvent faire de Hong Kong une ville politique et influencer la Chine en matière politique. Si cela se produisait, Hong Kong aurait une valeur négative plutôt que positive pour la Chine. Cela serait désastreux pour Hong Kong. »

Le message est clair : le capitalisme, soit ; la démocratie, jamais.

C'est donc privée d'institutions et de traditions démocratiques solides que Hong Kong passera sous souveraineté chinoise dans un an et demi. Cela ne l'empêchera sans doute pas de prospérer. Mais qui défendra la liberté d'expression et de mouvement dont se réjouit aujourd'hui le comptable Stevenson ?

NDLR : Ce reportage a été réalisé au cours d'un voyage financé en partie par la Hong Kong Tourist Association et Air Canada.

DEMAIN :
Ralentissement économique ?
Quel ralentissement ?

Quel avenir pour Hong Kong ?

La Grande-Bretagne et la Chine négocient présentement les derniers détails relatifs au transfert de Hong Kong sous souveraineté chinoise le 1^{er} juillet 1997.

La Chine a accepté :

- de permettre à tous les résidents permanents de Hong Kong de conserver ce statut ;
- de donner son accord à la construction d'un port de conteneurs jugé essentiel au maintien de Hong Kong comme premier port en eau profonde du monde ;
- que seul le gouvernement autonome de Hong Kong puisse délivrer de nouveaux passeports.

Questions en négociation :

- les droits et libertés des résidents de Hong Kong, notamment la liberté d'expression ;
- le sort des milliers de résidents non chinois de la colonie ;
- la Chine maintient qu'elle abolira la législature élue de la colonie pour la remplacer par une législature provisoire.



AP/Wm. J. Castello

Hong Kong en quelques chiffres

TRICOTÉ SERRÉ

■ 6,15 millions de personnes habitant une péninsule et des îles totalisant une superficie de 1 084 km carrés, le tiers de celle de la région métropolitaine de Montréal.

ANNUS HORRIBILIS ?

■ L'année 1995 est perçue comme ayant été catastrophique, la croissance atteignant « seulement » 5 %, et le taux de chômage grimpe à son niveau le plus élevé des 11 dernières années... 3,5 %. L'inflation, elle, est vraiment élevée, autour de 9 %.

UN GOUVERNEMENT RENTABLE !

■ Il n'y a pas de taxe de vente à Hong Kong, et l'impôt ne dépasse pas 15 % pour les revenus les plus élevés. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de la colonie d'accumuler les surplus (1,9

milliard de dollars canadiens en 1994-95 !)

À PART LE LOYER...

■ Se loger coûte extraordinairement cher à Hong Kong. Le manque d'espace fait que les condos se vendent à des prix fous (au moins 800 \$ CAN le pied carré), les gens faisant la queue pendant des jours chaque fois que la construction d'un nouvel édifice est annoncée.

Tout n'est cependant pas hors de prix dans le « Port parfumé ». Ainsi, les trajets de métro les plus longs coûtent autour de 2 \$ CAN, les plus courts autour de 50 cents.

Un repas au McDo (hamburger au fromage, frites, breuvage) coûte 2,80 \$ CAN, mais les restaurants des grands hôtels, les meilleurs et les plus fréquentés de la ville, sont beaucoup plus chers : 16 \$ CAN pour un simple club sandwich.



PHOTOS SOUTH CHINA MORNING POST

Sur la place Tiananmen de Pékin, une horloge indique le nombre de jours et le nombre de secondes (!) avant le 1^{er} juillet 1997, date du retour de Hong Kong sous la souveraineté chinoise.

Vaclav Havel

«Le retour des communistes ne signifie pas le retour du communisme»

L'ancien dissident garde confiance, même si la transition vers la démocratie et l'économie de marché reste semée de dangers. Il s'en est expliqué récemment à notre confrère parisien **LE FIGARO**.

■ **LE FIGARO** - Six ans après la chute du Mur de Berlin, chaque élection en Europe de l'Est semble se solder par une victoire des ex-communistes : en Hongrie, en Lituanie, en Bulgarie, en Pologne, où le héros de la résistance anti-marxiste Lech Walesa a été chassé de la présidence par un communiste reconverti en social-démocrate, et, finalement, en Russie. Dans ce pays, des communistes, pas du tout repentis, ont remporté le tiers des sièges de la Douma à l'issue des législatives du 17 décembre. Ce retour des communistes annonce-t-il un retour du communisme ?

□ **VACLAV HAVEL** - Je ne pense pas qu'un retour au communisme soit à craindre dans les pays où les ex-communistes sont revenus au pouvoir. Personne ne veut rétablir l'ancien système totalitaire même si, dans chaque pays, chaque situation est différente. Dans les partis constitués par les ex-communistes, certains sont effectivement nostalgiques de l'ancien régime mais d'autres ont totalement rompu avec le passé et ils sont, aujourd'hui, des sociaux-démocrates normaux comme il en existe beaucoup à l'Ouest. D'ailleurs, cette social-démocratie est au pouvoir dans la plupart des pays membres de l'Union européenne. Alors, ne les jetons pas tous dans le même sac !

■ **D'un pays à l'autre en Europe de l'Est, quelles sont les caractéristiques nationales de ces post-communistes ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Ils ont des opinions très différentes quant à la dose de solidarité sociale qu'il faut injecter dans l'économie de marché et sur la façon dont l'État doit intervenir. Ils peuvent aussi diverger sur l'ampleur du programme de privatisation des entreprises. Mais, finalement, la seule chose qu'ils aient en commun, c'est qu'ils ne veulent pas restaurer le communisme.

Le nationalisme

■ **Ce que vous dites correspond sûrement à la situation de l'Europe centrale. Mais est-ce vrai de la Russie ? Les communistes, qui sont arrivés en tête législatives du mois dernier, ne sont en rien des ex-communistes. Loin de se présenter comme des sociaux-démocrates, ils revendiquent l'héritage du PC soviétique. Ne pensez-vous pas qu'en Russie il y a un vrai danger de restauration du communisme ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Même en Russie, je ne crois pas qu'il existe une menace d'un retour au communisme tel que nous l'avons connu. Là-bas, ce qu'il faut plutôt craindre, c'est l'apparition d'un pouvoir gouvernant d'une manière plus autoritaire que ce à quoi nous sommes habitués en Europe. Cette méthode de gouvernement est conforme aux vieilles traditions russes. Si les communistes de Russie sont inquiétants, ce n'est pas tellement du fait de leur orientation à gauche ou de leur communisme. Ce qu'il faut plutôt craindre c'est leur tendance à une vision expansionniste.

■ **En somme, vous avez peur que le communisme n'avance masqué derrière le nationalisme. Comme on l'a vu en Yougoslavie ou comme les Russes semblent le démontrer aujourd'hui en Tchétchénie.**

□ **VACLAV HAVEL** - Oui. Parmi les ex-communistes, il y a des gens qui ont une longue expérience en politique, qui disposent de moyens financiers et de structures sur lesquelles ils peuvent s'appuyer ; qui, surtout, sont habitués à un collectivisme autoritaire sous lequel il est plus commode de gouverner. Ils n'ont donc fait que changer leur drapeau, remplaçant le marxisme par le nationalisme. Ajoutant à tout cela des discours populistes, ces gens-là me semblent particulièrement dangereux : que ce soit dans les Balkans ou dans certaines Républiques ex-soviétiques. Mais, en Europe centrale, ce danger existe aussi de façon latente dans plusieurs pays. C'est un grand défi pour l'Ouest. Si les Occidentaux ne réussissent pas à créer, rapidement et généreusement un ordre démocratique couvrant l'ensemble de l'Europe, ce sont ces autres messieurs qui s'imposent. Trop tard... Alors nous nous étonnerons.

■ **Comment expliquez-vous que les gens aient la mémoire si courte, que les électeurs, en Russie et en Europe centrale, puissent déjà voter communiste ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Les raisons sont multiples et varient d'un pays à l'autre. Dans beaucoup de cas, il faut tout simplement se rappeler que, pendant des décennies, les gens s'étaient habitués à un État paternaliste qui s'occupait d'eux et, même, qui pen-



«Je pense que le président Eltsine, malgré sa tendance à gouverner de façon très autoritaire, cherche réellement à réformer la Russie. Pour lui, cela constitue aujourd'hui une conviction sincère. Mais Pierre le Grand aussi a gouverné avec une main de fer tout en réalisant de nombreuses réformes.»

sait pour eux. Ils n'arrivent pas à s'habituer à la situation absolument nouvelle créée par l'économie de marché et par la démocratie. Ailleurs, l'explication doit plutôt être trouvée dans la meilleure organisation du parti vainqueur : il a pu garder de l'époque précédente des structures, un personnel et des moyens qui lui permettent de mener une campagne électorale plus efficace que les partis nés après la chute du communisme. Et puis, il ne faut pas négliger la simple envie du changement : à l'Est, on se comporte alors comme à l'Ouest, avec l'alternance des conservateurs et des sociaux-démocrates.

Les besoins des citoyens

■ **Les gens ne se fatiguent-ils pas des héros ? Et même des grandes figures de la dissidence : Soljenitsyne, Walesa, Havel.**

□ **VACLAV HAVEL** - C'est vrai, la fatigue a joué. Il y a deux explications à ce phénomène. Premièrement, les dissidents fonctionnaient en tant que minorité jouant le rôle de conscience de la société. Or, la société préfère s'identifier à la majorité, à des gens qui se sont conduits comme tout le monde. C'est-à-dire des gens qui ont réussi à surnager. La même chose s'est produite après la chute du nazisme, en Allemagne et en Autriche. Les combattants de la résistance antinazie ont été adulés, fêtés, célébrés. Et puis, ils ont été rejetés de la vie politique, n'y revenant que des années plus tard.

■ **Il y a quand même une grande différence entre les quelques résistants antinazis en Allemagne et le phénomène de la dissidence qui a joué un rôle majeur dans la déstabilisation du système communiste.**

□ **VACLAV HAVEL** - Attendez ma deuxième explication. Ce sont les intellectuels qui ont tenu le rôle de l'opposition dans les pays communistes où aucune opposition politique professionnelle ne pouvait exister. Mais, quand la politique reprend ses droits, les intellectuels se conduisent souvent en amateurs. Pourtant, si ce détachement de l'opinion à l'égard des dissidents est une réalité, il ne faut pas généraliser. En République tchèque, les anciens dissidents sont encore nombreux à occuper de hautes

fonctions. Je ne pense pas seulement à moi. Il y a par exemple Milan Uhde, qui est président du Parlement, ou Jan Ruml, qui est ministre de l'Intérieur.

■ **Quel est le plus grand besoin pour l'homme de la rue confronté aux grands changements du monde postcommuniste ? Le besoin d'une sécurité concrète, celle que lui offrait l'État socialiste contre le chômage par exemple ? Ou le besoin plus abstrait de la liberté ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Au temps des communistes, la société était déformée. Des générations entières ont grandi, dans des conditions anormales, en rêvant de la liberté. Mais, parmi tous ces gens qui rêvaient, nombreux sont ceux qui ne se rendent pas assez compte que la liberté impose de prendre la responsabilité de son propre destin. Ces gens voudraient à la fois la liberté et toutes les sécurités que donnait l'État paternaliste. Or ces deux objectifs sont parfois incompatibles.

■ **Le retour au communisme n'est-il pas aussi dû au fait que le modèle occidental a perdu de son attrait ?**

□ **VACLAV HAVEL** - La démocratie occidentale connaît des problèmes qui varient d'un pays à l'autre. Il y a des pages sombres qui sont la conséquence de faits de civilisation. D'autres trouvent leur origine dans un problème humain particulier ou dans une question politique concrète. Mais je ne pense pas qu'il existe un système politique idéal où tous les citoyens auraient du travail tout en gardant une liberté totale. La recherche d'une société parfaite ne s'arrête jamais.

■ **La démocratie, comme disait Churchill, est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres...**

□ **VACLAV HAVEL** - Un État qui fixe des limites l'économie de marché et qui prend trop directement en charge le bien-être de la population finira par connaître des difficultés. Mais, d'autre part, un État qui renonce à toute responsabilité sociale pour laisser les forces du marché jouer librement se retrouvera rapidement confronté à des problèmes similaires. C'est d'ailleurs pourquoi, dans une démocratie, les gouvernements ne cessent d'alterner. Personnellement, je suis partisan d'une sorte d'équilibre. L'État doit appliquer les princi-

pes de la solidarité sociale mais il ne doit pas tout faire. Dans beaucoup de domaines d'intérêt général, l'action peut être déléguée à d'autres acteurs. Cela contribue à la formation d'une société civile, qui elle-même contribue à la stabilité du système politique.

■ **Si, vis-à-vis de l'Europe centrale, l'Ouest s'était montré plus généreux en paroles et en argent, ne pensez-vous pas que les ex-communistes auraient eu moins de succès aux élections ?**

□ **VACLAV HAVEL** - L'argent ne peut pas être un élément décisif. Le facteur décisif, c'est de prouver la confiance politique que nos pays vous inspirent en favorisant leur intégration rapide dans les structures occidentales. Ce qui est important, c'est de montrer que nous sommes des partenaires de valeur égale et non pas des Européens de second ordre. Sinon, vous apporterez de l'eau au moulin des leaders populistes et nationalistes qui ne se priveront pas de crier : « Voyez, l'Ouest ne veut pas de nous. »

Et les Tchèques ?

■ **Pourquoi les électeurs tchèques paraissent-ils immunisés contre la tentation de voter pour les ex-communistes ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Les Tchèques ont été soumis à un régime communiste qui comptait parmi les plus conservateurs et les plus compromis avec l'URSS. En 1968, l'invasion par l'Armée rouge et la normalisation qui a suivi ont eu pour résultat que tous les communistes raisonnables ont été chassés de la vie politique. Ici, aucun Guyula Horn, l'actuel premier ministre hongrois, aucun Aleksander Kwasniewski, le nouveau président polonais, n'a pu exister. C'est pourquoi les partis communistes de la République tchèque — nous en avons quatre, je crois — ne parviennent pas à inspirer confiance. Ils ont beau dire qu'ils se réforment, les électeurs ne suivent pas. Il faut ajouter une autre raison à cette immunité : notre pays avait une vieille tradition démocratique.

■ **Avant le régime communiste, les sociaux-démocrates ont en effet eu une grande influence en Tchécoslovaquie. Mais alors pourquoi n'ont-ils pas de meilleurs résultats aux élections ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Notre parti so-

cial-démocrate n'est pas un parti post-communiste. Il s'appuie sur une tradition qui remonte à l'avant-guerre et il renaît après une longue éclipse. Il a commencé comme les autres partis démocratiques qui sont partis de rien après la Révolution de velours. Ce qui explique que les sociaux-démocrates tchèques n'ont pas profité au départ de conditions aussi favorables que par exemple les sociaux-démocrates polonais.

■ **N'êtes-vous pas triste de voir le chemin que prend la Slovaquie depuis qu'elle s'est séparée de la République tchèque ? Elle s'engage sur une voie autoritaire bien différente de la vôtre.**

□ **VACLAV HAVEL** - La situation en Slovaquie est particulièrement compliquée mais je ne crois pas qu'il faille voir les choses de manière tragique. Il existe toujours une presse libre et indépendante, une opposition politique aussi. La Slovaquie connaîtra un développement plus long et plus complexe. Mais je ne pense pas qu'elle deviendra une dictature.

■ **La criminalisation de la société à l'Est et la montée en puissance de la mafia dans la vie économique vous inquiètent-ils ?**

□ **VACLAV HAVEL** - C'est la conséquence de l'énorme bouleversement que représente la transformation des rapports de propriété. Les privatisations ont été massives, les méthodes de gestion ont été bousculées. Il faut combattre ce phénomène de la façon la plus énergique possible. Mais je ne voudrais pas que les gens croient que les mafias sont l'apanage des pays post-communistes. Nous savons ce qui se passe en Italie.

L'avenir de la Russie

■ **Lors de la crise sociale de décembre en France, on a vu remonter l'influence de l'extrême gauche : le Parti communiste bien sûr mais aussi le trotskiste. À Harvard, les études marxistes reviennent à la mode. Si le retour des communistes au pouvoir n'est, selon vous, qu'un risque lointain, ne faut-il pas craindre le retour de Marx ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Marx fait partie de l'Histoire et les études marxistes ont influencé de manière importante l'histoire du monde moderne. Je ne vois pas pourquoi il faudrait renoncer aux études marxistes. C'est au contraire notre devoir que de connaître notre histoire et notre passé. Ce n'est pas parce que Marx sera étudié dans les universités que nous serons menacés d'un retour au communisme.

■ **L'idéologie marxiste semble revenir à la mode ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Comme vous le dites, c'est une vogue, c'est une mode. Dans les démocraties occidentales, il est vrai que la crise sociale engendre de grandes frustrations. Et, du coup, l'extrême gauche peut s'en trouver revitalisée. Mais je ne pense pas que ce phénomène soit très important. Il y a toujours eu des gens qui se laissent séduire par des idéologies simplistes et il y en aura toujours. Cela facilite tellement la vie de s'identifier à une idéologie qui donne réponse à tout, qui propose une solution à chaque problème. Plus besoin de penser, plus besoin de se fatiguer.

■ **Pensez-vous que la conversion à la démocratie de Boris Eltsine, d'Aleksander Kwasniewski, de Gyula Horn est vraiment sincère ou qu'elle a simplement été imposée par le fait que l'URSS a finalement perdu la guerre froide ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Cela dépend sans doute des gens. Encore une fois, l'Occident ne doit pas commettre l'erreur de jeter tout le monde dans le même sac. Je pense que le président Eltsine, malgré sa tendance à gouverner de façon très autoritaire, cherche réellement à réformer la Russie. Je pense qu'il cherche vraiment à engager son pays de façon irréversible sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché. Pour lui, cela constitue aujourd'hui une conviction sincère. Mais Pierre le Grand aussi a gouverné avec une main de fer tout en réalisant de nombreuses réformes.

■ **Comment voyez-vous l'évolution de la Russie d'ici à la présidentielle de juin prochain ?**

□ **VACLAV HAVEL** - Je ne sais évidemment pas ce que sera le résultat de l'élection présidentielle russe. Mais, pour l'instant, je ne crois pas que, dans le camp démocrate, un autre candidat que Eltsine ait des chances de gagner. Il y aura peut-être de meilleurs candidats, mais ils n'auront sans doute aucune chance.

PLUS

Le grand revirement

Les héritiers naturels de la classe politique franquiste cognent à la porte du pouvoir en Espagne

GILLES TOUPIN

envoyé spécial de La Presse
MADRID

C'est un grand changement qui attend les Espagnols avec la victoire fort probable aux élections législatives de dimanche du Parti populaire (PP) de centre droit de José Maria Aznar. Après 13 années de règne sans partage du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, voilà que les héritiers politiques naturels de la classe politique franquiste reviennent au pouvoir en passant cette fois par les urnes.

Revirement fracassant de l'histoire certes, mais qui s'explique par les grands bouleversements qui ont secoué l'Espagne depuis la mort de Franco en 1975. Le pays, sous la gouverne du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), a été modernisé et s'est ouvert au monde extérieur. Il s'est construit une économie enviable qui en fait la neuvième puissance industrielle de la planète. Il a en quelque sorte accédé à « la normalité » d'un État démocratique et évolué, conjurant les démons qui lui ont donné cent ans de régimes autocratiques de droite. Son armée n'est plus une armée putchiste mais une armée professionnalisée dont les exploits humanitaires récents en Bosnie sont célébrés par la population.

« L'Espagne d'aujourd'hui », explique Javier Puig, 43 ans, dirigeant d'une grosse boîte de communication à Madrid, « c'est celle des Jeux olympiques de Barcelone, celle de l'Exposition universelle de Séville, celle d'athlètes de grande stature tel Miguel Indurain qui gagne avec superbe et à répétition le Tour de France, celle de sa participation depuis dix ans à la construction de l'Europe. Le pays a connu une réorganisation économique exceptionnelle, il a fait un grand ménage dans ses industries — que seule d'ailleurs la gauche pouvait faire — ne conservant que celles qui étaient viables.

« Aujourd'hui, poursuit Javier Puig, notre monnaie est l'une des plus fortes du Système monétaire européen (SME), nos réserves se chiffrent à près de 40 milliards de dollars US et notre cote de crédit sur les marchés internationaux est intacte. Bien des grandes entreprises démenagent leurs sièges sociaux à Madrid. Les Espagnols vivent bien, ils consomment et, par dessus le marché, ils jouissent d'un climat merveilleux qui attire bon an mal an 60 millions de touristes. »

Bref, en dix ans, le revenu réel par habitant s'est accru en Espagne de 41 %.

Le régime socialiste

C'est dans ce contexte que le PP, qui a longtemps navigué dans les eaux troubles de l'extrême droite, a su ramener un électoral, jadis réputé extrémiste, dans le jeu démocratique. Bien des électeurs qui se présenteront aux urnes demain n'ont rien connu d'autre que les socialistes. On compte, en Espagne, depuis 1982, quelque 10 millions de nouveaux électeurs dont l'environnement démocratique leur permet de dépasser la culture politique héritée de l'opposition antifranquiste.

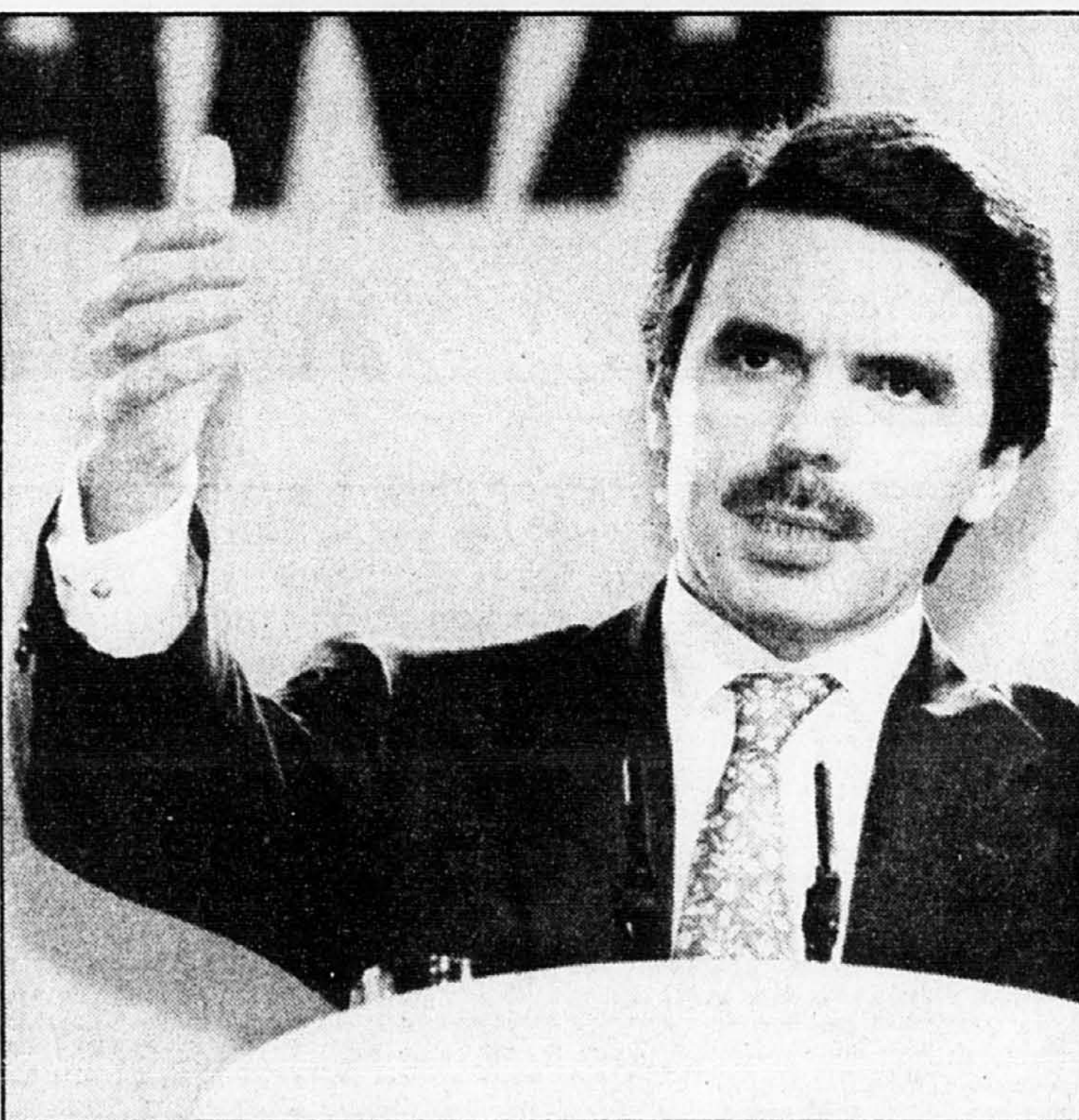
« Les cadres du PP, commente Emilio Lamo de Espinosa, journaliste à *El País*, sont les enfants des hommes qui ont conduit la transition démocratique. Ceux qui avaient plus de 40 ans en 1975 avaient intégré les structures franquistes ou



Après avoir longtemps navigué dans les eaux troubles de l'extrême droite, le Parti populaire de centre droit de José Maria Aznar (à droite) a su ramener un électoral, jadis réputé extrémiste, dans le jeu démocratique. Bien des électeurs qui se présenteront aux urnes demain n'ont rien connu d'autre que les socialistes de Felipe Gonzalez (en haut), dont les affaires de corruption ont miné la confiance des électeurs depuis 1982.

José Maria Aznar veut créer des emplois, réduire le déficit public, maintenir les acquis sociaux de l'État-providence, lutter contre la corruption et régler le problème du terrorisme basque.

L'Union du centre démocratique (UCD) d'Adolfo Suarez tandis que leurs opposants se trouvaient dans les rangs du PSOE ou du PC. La transformation de la droite est donc à la fois la cause et l'effet d'un rajeunissement. Ceux qui ont aujourd'hui entre 35 et 45 ans ont un vécu, une sensibilité et un rapport au monde différents. Pour ne citer qu'un exemple, ils ne considèrent



pas la démocratie comme une conquête mais comme un acquis.

Or, si la droite revient en faisant un petit détour par le centre en Espagne, ce n'est pas tant pour la hardiesse et le spectaculaire de son programme politique ni en raison de la campagne, somme toute assez terne, de son chef José Maria Aznar. Le PP veut créer des emplois, réduire le déficit public, maintenir les acquis

sociaux de l'État-providence, lutter contre la corruption et régler le problème du terrorisme basque. Les méthodes et les approches varient de celles des socialistes mais dans les détails seulement.

Non, la victoire annoncée du Parti populaire est en grande partie due au lourd climat politique qui sévit dans le pays après 13 années de « Félipisme ». « Les gens, commente

Fernando, un avocat de 25 ans, veulent ouvrir les fenêtres et laisser entrer un peu d'air frais. Treize ans de pouvoir socialiste, c'est trop long, ça use. » Surtout dans un pays où le gouvernement d'Antonio Maura, qui a régné de 1909 à 1911, est qualifié de « long gouvernement »...

Puis, argument massue, dira le journaliste Enrique Vasques, l'un des plus influents columnist espagnol, « les démocrates n'aiment pas voir leur gouvernement s'engager dans le terrorisme d'État. Et encore plus grave, les Espagnols n'ont pas prisé que ces Groupes antiterroristes de libération (GAL) aient été pourvus de fonds réservés dans lesquels beaucoup ont puisé à profusion pour leur enrichissement personnel. Il est indéniable que ces affaires de corruption ont miné la confiance des gens envers le gouvernement Gonzalez et le PSOE ».

Le chômage restera

Il ne faut pas croire cependant que cette crise de confiance en Espagne s'achèvera lundi matin avec l'arrivée au pouvoir de José Maria Aznar. Le chômage, l'un des grands thèmes de la campagne, est le grand défi que devra relever le nouveau gouvernement — même si le nombre de chômeurs a diminué en 1995 de 119 090, passant de 23,91 % de la population active en 1994 à 22,77 % en 1995. Mais comme la croissance économique avoisine actuellement les 3 %, les économistes ici affirment que ce regain d'activité sera insuffisant pour créer des emplois permettant de compenser l'incorporation massive des jeunes et surtout des femmes sur le marché de l'emploi.

« Le PP, commente Enrique Vasques, fera face à des complications sérieuses s'il se lance dans des privatisations à grande échelle. Les syndicats attendent de voir, ils sont forts et ils pourraient rapidement gagner la rue si les choses tournaient au vinaigre. » En effet, en raison des appuis reçus par le PP de la part des grandes banques, des hommes d'affaires et de l'Église, beaucoup craignent que ces gens attendent de pied ferme le nouveau président au lendemain du scrutin pour exiger des comptes...

Iglesias appuie Aznar

Les gens du Parti populaire agissent en ces derniers jours de campagne comme s'ils avaient déjà gagné. Mercredi soir, lors d'un rassemblement à Saragosse, le chanteur Julio Iglesias a donné son appui à Aznar et la soirée a tourné, avant même que les électeurs n'aient déposé leur vote dans l'urne, à la fête. Mais même si Iglesias a demandé aux Espagnols de donner dimanche la majorité absolue à « leur président », rien n'est encore joué ce samedi puisque, selon les analystes, la majorité absolue de 176 députés se jouera sur sept ou huit sièges dont on arrive pas encore à savoir de quel côté ils seront distribués. Et dans le cas d'un gouvernement minoritaire, on ne sait pas non plus jusqu'à quel point une alliance du PP avec les petits partis sera possible.

« Le plus important dans ces élections, conclura Enrique Vasques, ce n'est pas pour moi de spéculer sur les dangers de la victoire du PP. L'Espagne moderne fait désormais partie de l'Europe et l'État est assez fort pour résister aux tentations totalitaires. Le plus important, c'est le destin du programme économique du PP et le rôle qu'aura joué ce recours aux urnes dans l'étape nécessaire de reconstruction de la gauche en Espagne. »

Les femmes ont gagné la bataille

La justice espagnole balayée par un raz de marée féminin

ROSA RIVAS

Journaliste au quotidien madrilène *El País*, l'auteur a rédigé ce texte pour le Réseau World Media qui regroupe une trentaine de grands quotidiens dont La Presse

En Espagne, les carrières de procureur et de juge étaient encore récemment réservées aux hommes. Elles sont aujourd'hui en voie de féminisation. Dès que les portes se sont ouvertes à l'autre sexe, en 1966, un raz de marée féminin a fait oublier des décennies de carence. Une des récentes promotions de procureurs le montre clairement : sur 5 000 candidats pour 75 postes à pourvoir, elles furent 51 en tête de liste. Sur les dix premiers candidats retenus, six étaient des femmes.

Le rêve de Yolanda Dominguez, 27 ans, était celui de toutes les jeunes femmes espagnoles brillantes : devenir procureur. En Espagne, le rôle du

procureur est capital : il agit en étroite collaboration avec le juge pour la direction de la police judiciaire, et co-dirige avec lui certaines procédures. Après ses études, Yolanda a travaillé quelque temps dans une banque. Puis elle a décidé d'obtenir un diplôme du Centre d'études judiciaires. « Dans cette banque, les femmes étaient traitées comme des enfants » explique-t-elle. « Je me suis dit qu'étant procureur, je rencontrerais plus de gens et serais respectée. »

Les tribunaux espagnols ont accueilli avec méfiance les premières candidates : une femme juge ou procureur, cela n'entrait pas dans les mentalités. Quand les femmes ont pu exercer les fonctions de juge et de procureur, dans les années soixante, la proportion était d'une femme pour 300 hommes. Aujourd'hui, plus d'un tiers des procureurs en activité en Espagne et environ un tiers des juges espagnols sont des femmes.

« C'est une bataille gagnée », se félicite Maria y Angeles Garcia, procu-

reur à la Cour suprême, mariée à un procureur de cette même cour. Maria a passé le concours en 1975. Cette année-là, il y a eu six femmes procureurs. En sept ans, il y a eu 1 700 nouveaux juges et à peu près autant de procureurs et de greffiers. L'administration judiciaire espagnole s'est dotée de personnes jeunes et enthousiastes, et en majorité de femmes.

Cette augmentation spectaculaire, qui date de ces dix dernières années, doit, selon Maria y Angeles Garcia, « convaincre les femmes que nous pouvons remporter d'autres batailles, et d'abord, celle de l'accès aux postes à haute responsabilité ».

Des femmes partout

« Les femmes font preuve de beaucoup de discipline, reconnaît Carlos Garcia Valdes, du Centre d'études judiciaires. A présent, elles règnent sur les trois professions juridiques : juges, greffiers et procureurs. » De fait, on trouve couramment des dizaines de

tribunaux espagnols qui ne fonctionnent qu'avec des femmes, souvent jeunes, mais affichant cinq ou six ans d'ancienneté dans la profession. On voit aussi de plus en plus de visages féminins dans les études de police judiciaire.

Même phénomène en ce qui concerne le ministère public. « Nous souhaitons contribuer à donner une image nouvelle du rôle du procureur », déclarent en chœur la jeune Yolanda et ses amies Elena et Cristina, toutes trois issues de la dernière promotion. « On regarde trop de films américains, regrettent-elles. Dans un procès, le méchant n'est pas l'accusateur. »

Selon la loi espagnole, on peut accéder par simple avancement à la présidence des tribunaux supérieurs et de la Cour suprême. A condition d'avoir 15 à 20 ans d'expérience. La plupart des femmes juges et procureurs n'ont pas encore l'ancienneté requise, mais quand elles y parviennent, elles raflent tous les postes. « Si

les femmes restent peu nombreuses dans les grands organes judiciaires, c'est parce que les postes sont attribués par nomination », explique Carlos Garcia Valdes.

Dans les concours qui sanctionnent strictement les capacités des candidats sans tenir compte de quelconque quotas, « les femmes sont de meilleures candidates, plus résistantes à l'épreuve du feu », remarque José Maria Paz, procureur à la Cour suprême et professeur au Centre d'Études Judiciaires.

Les femmes procureurs se distinguent par leurs actions en matière de mineurs, de violences faites aux femmes et aux enfants, de séparation des couples et conflits familiaux, mais aussi de lutte antidrogue, de prisons, et de terrorisme. « Elles apportent une sensibilité différente, une autre manière d'appréhender certains sujets », insiste José Maria Paz.

Coincidence ou pas, les affaires les plus importantes de l'actualité espagnole ont été prises en charge par de jeunes professionnelles.

Maintenant
ouvert
17^e
**Salon national
de l'habitation**

LE SALON DE
L'AMÉNAGEMENT
EXTÉRIEUR

Il n'y a rien de
comparable ailleurs.

Votre
maison
n'en
reviendra
pas!

- Venez découvrir tous les **nouveaux produits** en cuisines, salles de bains, sanitaires, robinetterie, marbre, céramique, armoires de cuisine, trouvaillies pour salles d'eau et plus encore...
- Toutes les **tendances 96** en ameublement, décoration, portes et fenêtres, énergie, chauffage et climatisation, matériaux de construction et rénovation
- Toutes les **nouveautés** en horticulture, jardins, piscines, patios, terrassement, aménagement extérieur

GRANDES ATTRACTIONS 96:

- La Maison Nouvelle Aire, abordable, adaptable et agrandissable, présentée par la S.H.Q. et la Ville de Montréal
- Les mobiliers de bureaux à domicile, finalistes du Grand Prix Téléboutique Bell du design
- Bell Mobilité présente les Décors Liberti : 4 séjours modèles créés pour Germain Houde, Ann Shatilla, Mike Bossy et Claudine Mercier
- L'Arte Veneta : tout le raffinement des artisans italiens de la Vénétie
- Le Pavillon mexicain : des meubles et accessoires à magasiner sur place
- La Maison synergétique, un avant-goût de l'an 2000, présentée par Toiture LTT et Polycrète Industries
- Interintec et les inventions de l'année du Québec, de la France et de Monaco
- Le plaisir de recevoir avec la S.A.Q. et Coup de Pouce. De belles tables pour toutes les occasions et tous les conseils pour accorder menus et vins.
- Le premier modèle de poste de police de quartier présenté par le S.P.C.U.M.
- Le jardin de rêve «L'Oasis de Trévi»
- Le magnifique Parc de l'environnement en collaboration avec Roch Artistic

**DU 1^{er} AU 10 MARS
AU STADE OLYMPIQUE**

Heures d'ouverture:

Vendredi et samedi : 10h à 23h
Dimanche : 10h à 20h
Lundi au jeudi : 10h à 22h

La billetterie
fermera une
heure et demie
avant la clôture
du salon.



Prix d'entrée: (taxes incluses)

Adultes : 9,00 \$
Étudiants et aînés : 7,00 \$
Enfants de 6 à 12 ans : 3,50 \$

Un événement



En association avec



En collaboration avec

